

*... « Il faut, nous dit-on, pour avoir le droit de parler de nation, interroger l'histoire. Quelle histoire et quel passé ? A moins d'affirmer et de décréter que l'histoire a cessé d'évoluer pour tous les peuples qui n'ont pas réalisé leur indépendance à une date déterminée. On eut pu dire alors trop tard à l'Allemagne de Bismarck, à l'Italie de Cavour, à la Pologne, à l'Irlande ; trop tard aussi à l'Inde, au Vietnam... »*

Le 15 mars 1962, 18 personnes tiennent une conférence aux centres sociaux de Ben-Aknoun à Alger quand un commando delta de l'O.A.S. fait irruption dans la salle de réunion.

« Six d'entre vous sont condamnés à mort », déclare le chef du commando.

Les six hommes sont conduits dans la cour du centre, alignés contre un mur et tombent sous le feu meurtrier des mitraillettes.

L'un d'eux, Ali Hammoutene, est l'auteur de ces réflexions qui, révélées à nous vingt ans après l'indépendance, nous replongent dans cette horrible tragédie que fut la guerre d'Algérie...

N° d'édition SNED 1364/83

REFLEXIONS SUR LA GUERRE D'ALGERIE

Ali HAMMOUTENE



Ali
HAMMOUTENE

# REFLEXIONS SUR LA GUERRE D'ALGERIE

SNED

ALI HAMMOUTENE



# REFLEXIONS SUR LA GUERRE D'ALGERIE



Société Nationale
d'Edition et de Diffusion
3, boulevard Zirout-Youcef, Alger

ISBN 2-86600-066-8
N° d'édition SNED 1364/83

## PRESENTATION

*Ce témoignage d'une époque qui laisse vingt ans après des plaies encore bien douloureuses, n'aurait peut-être jamais paru si, par un pur hasard, ne furent découverts dans les affaires de l'auteur, ces cahiers de réflexions sur la guerre d'Algérie.*

*Affrontant les problèmes alors angoissants de la jeunesse algérienne au sein des centres sociaux, Ali Hammoutene fut lâchement assassiné par un commando OAS à Ben Aknoun, le 15 mars 1962, à l'aube de l'ère nouvelle pour ce pays si durement éprouvé par les sept années de sacrifice... Au moment même où se profilait la réponse si longtemps attendue, à la question : « ... Sur cette terre algérienne où se dresse toujours sanglante l'ombre hideuse du colonialisme, reverrons-nous un jour la paix et la fraternité ?...*

*« ... Il faut, nous dit-on, pour avoir le droit de parler de nation, interroger l'histoire. Quelle histoire et quel passé ? A moins d'affirmer et de décréter que l'histoire a cessé d'évoluer pour tous les peuples qui n'ont pas réalisé leur indépendance à une date déterminée. On eût pu dire alors trop tard à l'Allemagne de Bismarck, à l'Italie de Cavour, à l'Irlande, à la Pologne ; trop tard aussi à l'Inde, au Viet-Nam... »*

*Comme étaient cruels ces moments dramatiques de notre vie et ce n'est jamais sans émotion que l'on parcourt ces pages de réflexion, quand on sait qu'elles ont été vécues, dictées par une volonté ferme, en des moments désespérés. Non, vraiment après vingt ans, pouvons-nous vivre sur cette terre algérienne, admirer sa beauté, y mêler nos joies et nos peines, y mourir même et avoir tout oublié ?*

M. HAMMOUTENE

# *TIZI-OUZOU ETE 1956*

**Triste est le drame algérien et bien peu réalistes les hommes qui nous gouvernent. Après l'accumulation d'énormes erreurs, la voie à suivre semble si complexe qu'on a recours à des expédients dont l'efficacité n'est pas certaine. Pacifier conduit à faire la guerre, donc à accroître la haine.**

« Le spectacle de l'abdication de l'intelligence n'est pas de ceux dont on puisse se réjouir ».
(P. VIANSSON PONTE - Express du 20-7-1956)

Mes lectures sont réduites à peu de choses ; la paresse s'empare de moi au point qu'il m'est pénible de rédiger une seule page. Mon esprit a besoin d'une patiente rééducation. Les thèmes de réflexion ne manquent pas... Je prends la résolution d'écrire chaque jour quelques lignes sur les sujets d'actualité.

⁂

Pour qui veut ignorer *l'unité* des problèmes nord-africains rien ne peut être résolu valablement.

L'obstination devient erreur criminelle contre la France et contre l'Algérie, quand on invoque l'histoire pour vouloir à tout prix faire de l'Algérie une province autre que nord-africaine.

⁂

En Afrique du Nord, la France « puissance musulmane » joue par l'entremise de certains politiciens véreux, un jeu dangereux et mortel qui n'est conforme ni à son

génie, ni à ses traditions d'humanisme, ni à ses intérêts tout court.

***

Si le peuple de France était instruit des véritables motifs de la guerre en Algérie, comme en 1778, en Amérique, il n'hésiterait pas à porter secours aux « rebelles ».

Je me remets à la lecture de « l'Algérie hors la loi » des Jeanson, étude qui ne manque ni d'intérêt, ni de franchise. Tout homme de bonne volonté, désireux de savoir et de comprendre, se doit de lire cet ouvrage semblable en tout point aux études si attachantes d'André Julien.

***

Le mugissement de la sirène vient donner un sens plus aigu au cours de mes réflexions désabusées.

Quelles que puissent être les raisons de l'attentat, justifié ou non et qu'elles qu'en puissent être les conséquences, je ne puis m'empêcher de songer que la seule responsabilité en incombe au colonialisme.

Une bonne fois pour toutes la France devrait s'en défendre et le condamner.

Ce qui semble paradoxal, dans l'histoire dramatique de l'Algérie, c'est l'attitude de la SFIO !

Au nom du « Libéralisme » dont elle se réclame, elle soutient le colonialisme qu'historiquement le socialisme a pour mission de combattre. Quels que soient les arguments dont puisse se prévaloir M. Guy Mollet, il a en fait engagé l'avenir du socialisme français dans une voie injuste, en acceptant de poursuivre une guerre impitoyable contre un peuple enchaîné depuis 1830.

Sous prétexte d'éviter l'instauration d'un régime féodal et de garantir les droits de la minorité au sein de l'Algérie de demain, on commence en premier lieu par faire la guerre. Ce qui à coup sûr, ne peut pas entraîner l'adhésion d'un peuple dont on a ignoré systématiquement les droits depuis toujours.

***

La situation du peuple algérien a-t-elle jamais suscité des inquiétudes à la SFIO ? Ce parti de la liberté songe-t-il actuellement aux conséquences affreuses de la guerre que son gouvernement mène impitoyablement contre le peuple algérien ?

Aucun discours ne peut plus rendre confiance à un peuple longtemps opprimé qui a pris les armes pour se libérer.

L'Europe coalisée n'a pu réduire les armées de la Révolution.

L'histoire de France est riche d'enseignement ; qu'on veuille bien s'y reporter.

MM. Guy Mollet et Lacoste sont-ils sincères ? Peut-être ! Pétain, Laval l'étaient aussi à leur manière ; qui sait où se situe la vérité ? Celle qu'on croit tenir pour bonne peut parfois être funeste.

⁂

Tout tourne autour du nom de Nasser et l'auréole de gloire, comme son nom l'indique, que lui fait la propagande française en le vilipendant n'est pas la moins brillante. Il faut parfois, semble-t-il, avoir le sens de la psychologie !

⁂

On doit à la vérité de dire que la « pacification » accroît davantage l'esprit de résistance. Las du « bluff » et des formules creuses qu'il a fini par mépriser, l'autochtone attend des actes. M. Guy Mollet devrait en être informé loyalement au nom des intérêts supérieurs de la France dont l'honneur est engagé dans le drame algérien.

L'idée nationale a gagné tout le monde avec une rapidité qui vaut d'être soulignée. C'est une prise de conscience que les événements déclenchés en novembre 1954 ont fortifiée d'une manière surprenante. Il suffit d'interroger, autour de soi, les fellahs que l'on croyait indifférents à la politique, pour en être convaincu. D'une manière confuse, peut-être, mais combien sincère, ils aspirent tous à l'indépendance. Désormais, c'est un sentiment dont il faut tenir compte si l'on veut bâtir une Algérie viable. Il est du devoir de la France d'aider à cette évolution ; elle peut alors espérer sauvegarder ses intérêts.

⁂

Soustelle parla un jour des « valeurs spirituelles de la France » et il fut séduisant. La pensée d'un intellectuel doublé d'un ethnologue dominait un débat rendu pénible par le discours désordonné et virulent de Fayolle, maire de Tizi-Ouzou.

Certains auront pu dire ce jour-là (Soustelle venait de prendre possession de son poste de Gouverneur) : « enfin la France est là, entendez esprit démocratique et libéral ».

Il m'a été donné d'entendre à la fin de la cérémonie des réflexions désobligeantes : « c'est le bla bla d'un frangaoui... »

Depuis, que de choses ont changé, et Soustelle, comme tous ses prédécesseurs, n'a pu résister au chancre algérien. Certes, la situation a bien empiré, le statut jamais appliqué ; la réponse d'un intellectuel à d'autres intellectuels sur un ton de polémique est venue marquer une étape importante dans l'évolution du distingué ethnologue.

Les tournées triomphales dans les villes de France ont marqué l'ultime phase de cette évolution et ressuscité l'esprit moyenâgeux de Pierre L'Hermite.

Ce n'est pas cela qui intéresse l'Algérie ; à la crise qui venait d'éclater mettant à nu tout un passé d'erreurs et d'errements politiques, il fallait des solutions réalistes et humaines.

Il est certain que le peuple de France sera demeuré indifférent à l'esprit de croisade que prêcha Soustelle avec des conclusions pour le moins inattendues, que la « guerre d'Algérie est soutenue et animée par le panarabisme ».

Des circonstances et des causes profondes de l'insurrection, il n'est soufflé mot.

Quand on a occupé un poste d'une aussi haute responsabilité, on n'a pas le droit de mentir à la France, comme il est criminel d'être de mauvaise foi à l'occasion d'événements graves.



L'histoire n'adopte pas vos points de vue personnels et intéressés, fût-on un intellectuel doublé d'un ethnologue.

Le cours de l'histoire est un ensemble de données réelles et objectives.

Les grandes dominantes de notre siècle sont la terreur atomique, la fin du colonialisme style XIX[e] siècle et la constitution sur le plan international de grandes unités multinationales mettant tout en commun en vue de dominer d'une part, la peur atomique, d'autre part, un effondrement économique susceptible de frapper n'importe quel pays. Les nations qui s'attardent aux idées du capitaine d'industrie et du capitaine conquérant, ne peuvent prétendre jouer un rôle de premier plan dans la compétition internationale.

⁂

Le 5 juillet marque une date importante dans l'histoire de l'Algérie à 126 ans de distance.

La grève générale est pour le FLN une arme puissante de lutte dans la libération nationale.

Si les combats militaires créent les conditions psychologiques de la lutte, la grève mobilise les énergies en exaltant l'esprit de solidarité et d'union nationale.

Cette grève rappelle et dépasse de beaucoup en portée celle qui fut enregistrée dès le début des événements.

Depuis novembre 1954, nous assistons à un phénomène paradoxal : tout le monde désire la paix, mais par la faute de gouvernements qui ne savent pas la préparer et la réaliser, nous nous enfonçons chaque jour davantage dans une guerre fratricide et sans issue.

Aux naïves explications du début, on a substitué la notion de « la guerre sainte soutenue par un panarabisme fanatique et rétrograde » dont l'illustration qui se veut la plus convaincante est l'œuvre de Soustelle. Masquer ainsi la réalité algérienne à l'opinion française est une erreur lourde de conséquences dont le réveil ne peut être que douloureux.

Certes l'avènement du gouvernement socialiste fit entrevoir pour un temps l'espoir d'une connaissance plus réelle des données du problème et la possibilité de solutions réalistes et rapides.

Le socialisme avait une carte majeure à jouer en même temps qu'il engageait l'honneur et l'avenir de la France.

L'espoir qu'il fit naître s'évanouit rapidement, laissant place à la déception qui accroît toujours l'amertume des promesses non tenues.

Il ne manque pourtant en France ni d'esprits clairvoyants, ni d'hommes de cœur pour accepter de voir en face les réalités algériennes, d'alerter l'opinion et pour pousser le gouvernement dans la voie du réalisme conforme à la raison, à l'équité comme à l'évolution historique des peuples.

C'est à ces hommes, de quelque bord qu'ils soient, Marron, Julien Depreux, Daniel Mayer, Hornanian, Mendès, Schreiber, Jean Daniel et tant d'autres que l'on doit de garder encore des contacts amicaux et du respect pour l'humanisme français.

Si l'historien considère que le stade national est une étape nécessaire dans l'évolution des peuples, pourquoi s'obstine-t-on à dénier au peuple algérien le droit de constituer une nation ? Dans une Algérie indépendante les européens n'ont-ils pas leur place de citoyens et peut-on supposer que leurs droits puissent être violés ? Une Algérie autonome suppose-t-elle une déchéance automatique des droits de la minorité ? Cela nous paraît impensable. Citoyens libres d'une Algérie libre, européens et musulmans réconciliés par l'abolition des privilèges auront plus de raisons de vivre en communion d'idées et en parfaite harmonie.

Il faut, dit-on, pour avoir le droit de parler de « nation », interroger l'histoire. Quelle histoire et quel passé ? A moins d'affirmer et de décréter que l'histoire a cessé d'évoluer pour tous les peuples qui n'ont pas réalisé leur indépendance à une date déterminée... On eût pu dire alors trop tard à l'Allemagne de Bismarck, à l'Italie de Cavour, à l'Irlande, à la Pologne, trop tard aussi à l'Inde, au Viet-Nam etc...

Ce qui surprend davantage dans le problème algérien,



c'est qu'on ne tienne pas compte d'un facteur important : pendant 125 ans, on a semblé ignorer qu'un million d'Européens dominaient neuf millions d'autochtones sans que jamais l'opinion française s'en soit émue. On a admis des structures économiques qui conduisaient à l'écrasement systématique des musulmans ; on a toléré, avec désinvolture, les inégalités politiques et sociales qui ne pouvaient que mettre l'autochtone dans la dépendance étroite et inique de l'Européen, qui n'a jamais su se montrer humain, français pour tout dire. Peut-on s'étonner aujourd'hui que de tant d'injustices soient nées tant de violences ?

« Le courage, c'est de rechercher la vérité et de la dire ». Cette parole d'un grand socialiste n'a pas eu le bonheur de rencontrer quelque écho dans la pensée du secrétaire général de la SFIO.

Qu'aurait dit Jaures s'il avait eu à considérer le problème algérien ? Pas de doute, il aurait tenu le même langage afin de mobiliser l'opinion française pour le triomphe de la vérité et pour l'édification d'une Algérie libre et indépendante.

Il n'est pourtant pas difficile de comprendre le processus d'évolution des esprits qui mûrissaient aussi bien sous l'effet de l'instruction que des contacts humains et des guerres ; les brimades et les exactions en accélèrent le cours. Silencieusement certes, mais avec un déterminisme implacable, l'histoire marquait ses étapes... Si 1945 a été un terrible échec, dix ans plus tard la révolte allait trouver des cadres éprouvés et des troupes innombrables prêtes au sacrifice jusqu'à l'abnégation.

Sans Naegelen et son système d'élections préfabriquées, l'explosion se serait produite peut-être quelques années plus tard ; encore que cette supposition ne doive pas faire

oublier que l'insurrection se préparait depuis longtemps et n'attendait que l'occasion d'éclater.

En aucun cas, l'Algérie ne devait échapper à des destinées historiques. Après le Viet-Nam, la Tunisie et le Maroc, elle ne pouvait résister à l'élan de libération que Bandoeng a consacré comme la naissance d'une religion nouvelle.

L'explosion de novembre 1954 brisa dans ses fondements mêmes toute la structure médiévale de l'Algérie, ô ironie ! « 3 départements français ».

Depuis, la lutte n'a pas cessé de se développer avec un acharnement inouï mettant aux prises deux peuples que le destin a mêlés souvent dans des combats glorieux pour la liberté et le droit et qu'il oppose aujourd'hui dans des combats furieux et sanglants pour un idéal de liberté considéré sous des angles différents.

Il est paradoxal d'entendre dire que la France se bat pour garantir les droits de la minorité et pour assurer à chaque citoyen plus de bien-être et plus de liberté. A-t-il jamais été question de porter atteinte aux droits de la minorité ? Il ne fait de doute pour personne que les Algériens se battent non pour évincer la France, mais pour la suppression de privilèges exorbitants et parfois insolents.

Il est non moins paradoxal d'entendre affirmer que la France se bat pour l'Occident contre le panarabisme. Pour les musulmans d'Algérie, s'il est vrai qu'ils sont sensibles à la solidarité religieuse du monde arabe, ils ne perdent point de vue les réalités algériennes tristes et parfois dramatiques depuis 125 ans et dont la solution ne se situe ni au Caire, ni à la Mecque, ni même à Paris puisqu'aucun gouvernement n'a pu réduire l'esprit colonialiste qui s'opposait à toutes les réformes.

L'inconscience de 1936 est de celles que l'histoire ne pardonne pas. L'histoire de l'Algérie, plus particulièrement depuis cette date, est un tissu de contradictions et d'incohérences aggravées par la vénalité, l'incompétence et la vanité des politiciens.



Pour éviter toute opposition dans les assemblées, on a fini par ne plus y admettre que des cancres.

Ainsi donc les autochtones ayant perdu confiance en sont arrivés à ne concevoir de liberté valable que dans le cadre d'une Algérie indépendante dotée d'un gouvernement algérien responsable, de caractère républicain et d'une assemblée démocratique élue au suffrage universel. Tel est du moins le vœu de tous les musulmans dans leur grande majorité.

Fidèles à une formation républicaine et laïque, les élites musulmanes sensibles au progrès, ne conçoivent pas d'autre rêve et s'ils rejoignent les rangs du F.L.N. c'est pour permettre la réalisation rapide de ce rêve et participer à l'édification d'une Algérie libre et fraternelle.

La France a le devoir d'aider à l'édification de cet idéal.

⁂

Il est peu de cas dans l'histoire des peuples où la grève générale ait été utilisée avec autant d'efficacité pour la lutte de libération nationale. Elle est l'illustration la plus éclatante de la solidarité du peuple avec ses guérilléros ; c'est le combat mené contre un ordre établi et non contre la France. Nombreux sont les musulmans qui avaient pu considérer la Métropole comme devant jouer un rôle d'arbitre dans ce combat de libération du joug colonialiste.

Depuis le 6 février, cet espoir n'existe plus. Ferhat Abbas ayant rejoint les rangs du FLN, les positions se sont peu à peu durcies et la lutte a pris le caractère d'une guerre inexpiable au bout de laquelle il y a l'indépendance totale et inconditionnelle ou l'extermination.

On a pris l'habitude d'évoquer « Dien Bien Phu », les gouvernants devraient songer que si l'Algérie n'est pas l'Indochine, il n'y a pas que des Dien Bien Phu militaires.

Dans le drame algérien, il ne fait plus de doute pour personne — les socialistes eux-mêmes en sont convaincus — que le gouvernement Guy Mollet a joué sur un mauvais cheval. Seul M. Lacoste continue à croire et à se féliciter de sa pacification.

L'opinion française est maintenant divisée. Les finances françaises se dégradent.

Des vies humaines, des innocents et la fleur de la jeunesse algérienne et française tombent chaque jour, victimes d'attentats ou d'embuscades meurtrières.

SUR CETTE TERRE ALGERIENNE OU SE DRESSE TOUJOURS SANGLANTE L'OMBRE HIDEUSE DU COLONIALISME, REVERRONS-NOUS UN JOUR LA PAIX ET LA FRATERNITE ?

⁂

« Mesurer la quantité d'avenir que l'on peut introduire dans le présent ».

(VICTOR HUGO)

M. Guy Mollet aurait pu aborder avec confiance et des chances de succès la solution du problème algérien ayant eu pour lui l'opinion française unanime pour négocier la paix. En croyant pouvoir attendre que soient créées de meilleures conditions pour la négociation, il a commis une erreur d'appréciation ; en confiant la direction du gouvernement général à M. Lacoste, ce fut une erreur funeste.

Les colons, ceux qu'il a appelés avec véhémence « les Ultras », n'ont pas perdu de temps ; ils ont porté la lutte en France en divisant l'opinion, avec comme porte parole un habile politicien, Soustelle. Ils ont ensuite enfermé dans sa tour de Babel M. Lacoste qui, croyant pouvoir changer l'esprit de ses directeurs de service, s'est vu métamorphosé en « ultra » sans le vouloir.

D'autre part, il ne semble pas que la situation militaire se soit améliorée au point d'en être optimiste ; les moudjahidine continuent de garder partout l'initiative des embuscades.

Sur le plan psychologique, la situation est certainement moins bonne qu'elle ne l'était avant le 6 février ; cela va de soi, chaque embuscade est l'occasion d'exercer des

représailles collectives. La haine qu'entraînent de tels agissements n'est pas pour apaiser les esprits.

Il est de toute évidence que la population soutient activement les combattants quand en maints endroits elle ne leur prête pas main forte. Un combat libérateur ne peut qu'entraîner l'adhésion de la population assoiffée de liberté.

On a bien l'impression actuellement qu'il s'agit d'une véritable poussée populaire irrésistible. Ira-t-on jusqu'à exterminer toute la population ? On n'arrête pas un mouvement populaire par la force. Le bon socialiste qu'est M. Lacoste n'a à apprendre cette vérité de personne. Si l'on arrive à contenir l'insurrection en certains endroits et pour un temps, ses forces vives ne sont jamais atteintes, la puissance des idées est telle que, quand leur action reprend, elle se développe avec toujours plus de violence, plus de vigueur et de mordant.

⁂

Les résultats de la pacification sont décevants ; il est non moins décevant de constater que, face aux difficultés algériennes, la France semble ignorer que sur le plan international la cause de l'Algérie est entendue. Négocier après la pacification, c'est-à-dire après avoir détruit et créé la haine ? Pourquoi ne pas négocier tout de suite pour arrêter l'effusion de sang et sauvegarder l'amitié ?

La presse algérienne donne un large et copieux compte rendu de l'enquête menée à travers le pays par la délégation de la commission de l'intérieur ; elle se réjouit tout particulièrement des déclarations qui tendent à rappeler dans leur forme sinon dans le fond, les formules chères aux ultras. Pour donner un relief particulier à ses déclarations, elle signale qu'elles sont le résultat d'une enquête minutieuse menée auprès d'un large auditoire algérien et de



conclure alors, candidement, que tout est pour le mieux dans la meilleure Algérie possible dont l'ordre a été troublé par une bande de hors-la-loi. (*cf.* D.Q. du 26 juillet 1956.)

Quand donc cesseront ces fatras de mensonges qui voilent la réalité des problèmes ? Comme c'est lassant d'entendre redire avec une égale mauvaise foi et sous des formes à peine modifiées les mêmes mensonges qui ont causé tant de mal à l'Algérie et à l'amitié franco-musulmane.

« L'expérience n'apprend rien aux hommes. C'est une lanterne qui n'éclaire que le chemin parcouru ».

(IBN-KHALDOUN)

C'est ignorer totalement la psychologie des musulmans que de vouloir gagner leur cœur en exterminant les moudjahidine, ceux-là mêmes qui acceptent de sacrifier ce qu'ils ont de plus cher au monde pour retrouver une dignité perdue.

Tous souhaitent que la cause de la liberté ne soit pas perdue ; pour tous en effet, ces combattants des montagnes et des villes symbolisent l'idéal que tant de générations ont porté comme un rêve impossible.

Pour tromper l'opinion française et créer la psychose de peur, on invoque « la haine du roumi ». Je ne l'ai vue nulle part auparavant, seule la répression et le désespoir peuvent conduire à cette situation. Que les Français se rassurent ; « la haine du roumi » ne peut exister une fois la liberté retrouvée et la justice respectée.

Qu'on ne s'y méprenne pas ; « l'autochtone » est plus sensible au sens de la justice qu'à la rigueur de la force.

L'Européen ne comprend pas ce trait de caractère ; il s'irrite d'entendre parler de négociations alors que son esprit l'incite à ne considérer comme valable que l'usage de la force. Habitués à toujours commander, ils ne songent pas que « l'autochtone puisse aspirer à une situation

meilleure ou qu'il puisse un jour revendiquer la part de responsabilité du pouvoir dans un pays qui est le sien. »

***

La décision de Nasser de nationaliser le canal de Suez a jeté le plus grand émoi dans les chancelleries occidentales. Si Nasser n'avait pas été assuré d'un appui solide tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, il n'aurait sans doute pas tenté de prendre une décision aussi lourde de conséquences avant 1968, date à laquelle expire le bail de la « Compagnie Universelle ». Il est intéressant de noter que cette mesure vient à la suite de l'entrevue avec Chepilor et juste une semaine après la conférence de Brioni.

Si Tito a joué le va-tout il y a quelques années en affirmant d'une manière éclatante son indépendance vis-à-vis de Moscou, Nasser réédite le geste à l'égard de l'Occident avec autant de fracas.

Londres et Paris ont réagi par des déclarations intempestives et des préparatifs militaires qui ont fait craindre un moment une conflagration mondiale.

L'aide financière que la Banque Internationale du Crédit a refusée à l'Egypte pour la construction du barrage d'Assouan est, dit-on, à l'origine de la nationalisation.

Ce conflit illustre dans tous les cas, ce qu'on pourrait appeler « les pressions économiques » et l'indépendance toute relative des petites nations.

Certes, Nasser est-il assuré de l'appui sans réserve du peuple égyptien et il ne paraît pas que son pouvoir personnel puisse courir un grand danger. La nationali-

sation du canal apporte une auréole de gloire extraordinaire au fougueux libérateur de l'Egypte et du même coup lui assure un long exercice du pouvoir.

Mais le vrai problème se situe ailleurs, au-delà des frontières égyptiennes, la question du canal n'étant qu'un aspect particulier d'un problème international plus vaste et qui se pose en termes déjà connus : « la co-existence ». Quelle sera l'attitude de l'Amérique et celle de la Russie ? Nasser est-il soutenu par l'une ou l'autre ou les deux à la fois ? Devant l'importance du monde arabe solidaire de l'Egypte, l'Amérique appuiera-t-elle le point de vue de l'Occident ou bien freinera-t-elle au contraire l'ardeur de Londres et de Paris décidés à adopter une attitude de fermeté ? Dans quelles limites se situera la pénétration russe dans le Moyen-Orient et par quels moyens l'Amérique parviendra-t-elle à neutraliser cette influence ? Voilà autant de questions que l'affaire de Suez ne pose pas directement mais que les chancelleries ne manqueront pas d'évoquer.

Mossadegh en nationalisant les pétroles iraniens avait signé son arrêt de mort, l'Occident ayant prouvé à cette occasion que son influence demeurait encore puissante. Mais depuis, la situation a évolué très rapidement dans cette région du monde riche en pétrole et en intrigues. Le Moyen-Orient qui fut la chasse gardée de l'Occident jusqu'à ces derniers temps se réveille à l'activité internationale.

Conscient de ses richesses et de sa position stratégique de premier plan, il entend ne pas accepter le rôle passif de pion dans l'échiquier mondial.

La nationalisation du canal de Suez est le signal à la fois d'une indépendance vis-à-vis de l'Occident et d'une rébellion contre toute ingérance étrangère.

L'URSS, par l'entremise d'une diplomatie secrète, doit jouer certainement un rôle plus important que ne laissent



supposer ses déclarations discrètes et parfois anodines. L'Amérique entend ne pas se laisser distancer dans le jeu subtil de la diplomatie au Moyen-Orient. Il ne faut d'ailleurs pas accorder un trop grand crédit aux déclarations franco-anglaises affirmant que l'Amérique est solidaire de l'Occident. Le « Business is business » n'a jamais eu autant de valeur réaliste qu'à l'heure de Suez.

Par une confiance parfois naïve, souvent aveugle, l'Occident qui longtemps dirigea la politique mondiale, se laisse aujourd'hui distancer dans tous les domaines ; il s'adapte mal aux conditions de lutte sur un échiquier mondial dont les règles de jeu ont varié totalement et dont la caractéristique demeure essentiellement la mobilité.

Les faits de politique internationale qu'il est donné d'observer montrent clairement que l'initiative n'appartient plus à l'Occident.

Il est un phénomène auquel on n'a accordé qu'une importance relative, c'est le principe de la non violence qui trouve une résonance particulière dans le monde afro-asiatique ; la supériorité matérielle dont l'Europe a joui incontestablement pendant assez longtemps ne suffit plus à assurer le maintien de l'autorité. La non violence est le principe moteur du monde qui se crée sous nos yeux ; ce principe est d'autant plus vrai que la crainte atomique a, depuis l'explosion d'Hiroshima, troublé la conscience humaine. Le danger n'en est pas pour autant écarté, bien que l'esprit de Genève ait redonné aux hommes impatients et irrités le goût de vivre normalement et des lueurs d'espoirs. Nehru, qui représente une conscience dans le monde, entreprend un périple comme pour porter dans les capitales qu'il a visitées le message hérité de Ghandi, et l'esprit de Bandoeng.

Face aux deux blocs puissants Amérique-URSS, devant un Occident divisé et chancelant alors même que s'affirment les nationalismes trop longtemps contenus, une

troisième force qui se veut neutraliste s'organise et fait son apparition sur le plan international. Cette nouvelle force s'affirme surtout sur le plan moral en essayant de réaliser la synthèse de courants politiques si divers et si contradictoires. La doctrine neutraliste peut se résumer en quelques lignes simples mais d'un attrait irrésistible :

— Elimination du colonialisme
— Respect des droits de l'individu et des petites nations
— Libération des peuples
— Egalité économique et niveau de vie décent pour tous.

C'est un monde d'apparence nouvelle dont les traits essentiels sont empreints à la fois de libéralisme bourgeois et de marxisme.

⁂

Penser au drame algérien est douloureux et rend pessimiste. Depuis deux mois, l'espoir des négociations prochaines jamais entamées finit par briser les nerfs, chaque vie détruite creuse davantage le fossé qui sépare déjà la France du peuple algérien. Le sang attise la haine et ne l'apaise jamais.

Comment expliquer et faire sentir cette vérité élémentaire à MM. Guy Mollet, Lacoste, Max Lejeune et Bourges-Maunoury ?

« La mission civilisatrice n'est que l'alibi de l'esprit de conquête, c'est, sous prétexte d'émanciper des peuples, la prétention au droit d'occuper leur pays ».

(Le canard du 25-7-1956)

**On demeure rêveur quand on songe que la France qui n'a jamais pu imposer le projet « Blum-Violette » au colonialisme entreprend aujourd'hui une guerre implacable sous prétexte de faire respecter les droits de la minorité qui, de tout temps, a trahi la métropole pour conserver de sordides privilèges.**

⁂

Après un siècle et plus de gâchis et d'erreurs on découvre enfin qu'il faut édifier une communauté franco-musulmane juste et fraternelle. Que n'y a-t-on pensé il y a seulement un quart de siècle ; nous n'aurions pas connu le drame actuel.

Le facteur irréductible dans le problème algérien a toujours été et demeure le colonialisme.

L'Européen d'Algérie, même de condition modeste, a conscience d'appartenir à un groupe puissant. L'existence d'un système politique économique et social qui ne le laisse pas en tant qu'élément du groupe ne lui semble pas injuste et le laisse indifférent devant la situation de demi-esclave de l'autochtone.

En France, il aurait eu toutes les raisons de se rallier au groupe des « Having Not ». En Algérie, son comportement social est fonction d'un racisme diffus dont il est souvent inconscient. Il a conscience d'appartenir au clan de ceux qui ont conquis, qui organisent, commandent et dirigent ; même s'il n'occupe que le rang effacé du concierge, cela lui suffit.

Il n'est pas facile de détruire un système colonial dont la structure séculaire repose sur une confusion consciente et savante d'intérêts privés avec la souveraineté française. En Algérie, nous avons assisté aux raisonnements les plus abracadabrants : toutes les iniquités se font au nom de la France, tous les anachronismes se maintiennent au nom de la souveraineté nationale.

Il faudrait pouvoir par la presse et la radio mettre à nu les ressorts de cette machiavélique confusion qui fait croire à l'opinion que l'honneur de la France ainsi que ses intérêts sont menacés par l'insurrection.

Qui donc s'y emploiera ? Le représentant de la République, M. Lacoste, a choisi de suivre la voie contraire.

La presse algérienne orchestre minutieusement tout le tintamarre organisé autour de l'affaire de Suez devenue « préalable algérien ». Voilà qui doit combler d'aise Alain de Sérigny et tous les Ultras. Il n'est pas étonnant de noter le ton virulent de la presse colonialiste, l'occasion étant offerte pour eux de créer davantage de confusion dans le problème algérien, pour maintenir le *statu quo anté*.

⁂

Quand MM. Borgeau, Blachette, Froger, De Serigny and Cie affirment que « l'Algérie c'est la France »... « Nous voulons vivre et mourir français... », il faut traduire, « nous sommes les maîtres du pays, nous entendons le demeurer », avec, bien entendu, l'appui de la France. La métropole est donc en droit de demander des comptes à ceux qui, occupant des postes de responsabilité, avaient la charge d'administrer le pays.

La France leur a-t-elle confié mission de maintenir l'autochtone dans un demi esclavage et dans la misère ? Leur a-t-elle donné mission d'instaurer le régime odieux que nous connaissons sous l'œil bienveillant des gouvernements, même socialistes ?

M. Naegelen a-t-il conscience qu'ayant banqueté avec Abbo et sa clique et admis le truquage électoral, il défigurait le visage de la France ? Du régime démocratique

et républicain il n'y avait sur la terre algérienne que l'image d'un système médiéval, qu'il semble invraisemblable que la France ait couvert.

⁂

M. B., ingénieur en T.P., homme de valeur, me confiait un jour, tout en reconnaissant les tares du régime, que la France avait surtout commis l'erreur « caïdale », plaie du système colonial.

C'est d'abord, hélas ! ignorer que le régime était à l'image du Caïdat et réciproquement, qu'ensuite le système électif du Caïdat laissé à la libre détermination des autochtones, n'aurait pas été admis par l'administration qui se réserve le droit absolu de choisir ses élus et de diriger les affaires.

On ne peut pourtant pas parler de mauvaise foi chez les européens libéraux et modérés. Vivant dans une certaine ambiance, ils ne se rendent même pas compte des anachronismes du régime médiéval qu'ils croient être semblable au régime républicain de la Métropole.

Certes, si on avait demandé aux kabyles leur avis, ils n'auraient sans doute pas choisi de caïd, encore bien moins d'administrateur. Ils auraient tout simplement continué à s'administrer d'une manière démocratique en respectant le système de la « Djemaâ », fondement essentiel de la vie tribale.

Que nos amis français ne se fassent pas d'illusions quant à la valeur de l'administration algérienne qui n'a pas cherché à élever mais à humilier. On n'oubliera pas de sitôt les administrateurs « roitelets », les caïds prévaricateurs et grossiers, le gendarme insolent, le policier méprisant.

On conçoit mal qu'un pays qui se dit démocratique et

libéral ait toléré qu'en son nom fût appliqué à l'Algérie un régime qui ne porte pas de nom.

⁂

Que pense M. Guy Mollet, chef de la SFIO, de la nationalisation de Suez ? La question lui a d'ailleurs été posée.

Si cette mesure bénéficie au peuple égyptien dont la misère actuelle n'est pas le fait du Bikbachi, le devoir d'un Socialiste n'est-il pas d'observer au moins un ton mesuré et de la discrétion ?

⁂

Les peuples du monde entier ont pris goût à la conjugaison du verbe « se libérer ».

⁂

La presse française, plus que toutes les autres, est déchaînée contre l'Egypte et contre Nasser. L'Angleterre peut-être plus directement et plus durement atteinte observe un ton plus discret ; quant à l'Amérique, dont l'attitude demeure très réservée, elle constitue une énigme.

Les occidentaux croient pouvoir l'entraîner dans une guerre contre l'Egypte par leurs affirmations intempestives et leurs fanfaronnades.

Que l'on songe que l'Amérique est anti-colonialiste.

Si Nasser est en train de réaliser la pensée de K. Ismail : « le canal pour l'Egypte, non l'Egypte pour le canal », il aura accompli un geste révolutionnaire dont tout Socialiste devrait se réjouir ; les libéraux ne lui en voudront pas d'avoir porté le dernier coup de pied au colonialisme sur la terre des Pharaons.

*1er août 1956*

Combat au douar Maatkas... village Ighil Boughioul. On pouvait suivre de Tizi-Ouzou l'action des chasseurs bombardiers piquant sur les vallons, l'atterrissage des hélicoptères transportant des renforts. On pouvait entendre distinctement le crépitement de la mitrailleuse crachant le feu ; non loin du village une oliveraie flambait :

EMBUSCADE - REPRESSION

c'est la règle, maintenant que la Pacification bat son plein. Les quotidiens annonceront demain : « *la destruction totale d'une bande de rebelles aux Maâtkas a été effectuée à la suite d'une opération héliportée* ».

Rien que cela et chaque jour cela ! Et de surcroît en langage socialiste, cela s'appelle la « Pacification ».

Le vrombissement assourdissant des hélicoptères qui survolent les villages, rappelle sans cesse que la guerre est là, meurtrière et injuste ; une guerre coloniale que MM. Guy Mollet et Lacoste ne peuvent pas vouloir en tant que Socialistes, mais qu'ils font avec une désinvolture qui n'a d'égal que le cynisme de la droite.

Ces hélicoptères qui passent au-dessus de nos têtes transportant de jeunes gars de France, meurtris dans leur chair par la faute du colonialisme, rappellent à tous les hommes conscients que le problème demeure semblable à lui-même, dans le temps et dans l'espace : on croit se battre pour un idéal alors qu'on meurt pitoyablement pour les marchands de mitraille.

Ainsi de jeunes Français qui ne demandaient qu'à vivre dans ce beau pays qui est le leur, mobilisés au nom d'un idéal faussement vrai, risquent chaque jour leur vie pour empêcher la réalisation d'un idéal pour lequel les Algériens versent généreusement leur sang.

M. Guy Mollet peut faire cesser le drame qui endeuille la France et l'Algérie.

⁂

Si Jaurès avait été là... M. Guy Mollet n'aurait pas été le chef de la SFIO, ni même président du Conseil ; il n'aurait pas eu non plus l'occasion d'évoquer le souvenir du grand Socialiste pour justifier une guerre ruineuse et déshonorante. On n'a pas le droit de déformer la pensée du grand penseur. Il ne fait pas de doute que Jaurès n'aurait pas seulement admis l'idée d'une guerre contre le peuple algérien unanime dans ses aspirations nationales. Le problème des droits de la minorité puisqu'on a voulu le poser ainsi se résout par la négociation... L'ONU les garantirait et nul au monde ne songerait à méconnaître les intérêts français si des négociations avaient été entreprises en temps voulu.

La force ? Vous aurait répondu Jaurès. Elle ne résout rien ; elle complique tout, aggrave le drame, accroît la haine et la détresse des humbles.

« Nous nous battons en Algérie pour assurer plus de justice »... En êtes-vous convaincu, M. Guy Mollet ? Par quel miracle allez-vous effacer le souvenir d'un siècle de domination et d'injustices ? Par quel moyen allez-vous redonner leur dignité aux hommes des douars et des mechtas ravalés au rang de la bête ?

En acceptant de mettre la force au service des gros possédants d'Algérie, vous avez faussé le sens de la doctrine socialiste.



Etes-vous, vous au moins, convaincu que l'Algérie n'a jamais été à l'image de la France et qu'au point où nous en sommes... vous l'éloignez sûrement.

Les réformes ? Elles sont inefficaces dans un pays où la machine administrative se sent plus forte que le gouvernement central.

Pour créer une communauté franco-musulmane, accepteriez-vous de faire la guerre aux Européens, pour leur faire admettre le collège unique, les réformes profondes, la redistribution des terres ? Par quels moyens fera-t-on fléchir des esprits orgueilleux qui se sont toujours refusés à collaborer avec les autochtones et qui, par vanité, refuseront d'obéir à une autorité algérienne ?

Les colonisés ne peuvent pas oublier que leur condition misérable est le fait de l'orgueil des Européens qui ont plus cherché à s'enrichir qu'à instruire, à dominer plus qu'à élever.

Ceci n'est pas particulier aux colons d'Algérie ; c'est l'essence même du colonialisme ; c'est l'expression sur le plan social de l'esprit de conquête et d'expansion qui a caractérisé le XIX<sup>e</sup> siècle.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la France ne pouvait pas ne pas jouer son rôle de grande puissance. Elle eût manqué à sa mission historique si elle n'avait entrepris comme toutes les autres nations des guerres de conquêtes. Normales paraissaient les expéditions lointaines et meurtrières comme était normal le partage de l'Afrique et d'autres parties du monde ; tout cela était légal et donnait lieu à des ententes et des signatures de traités. Le XIX<sup>e</sup> siècle est passé ; le pétrole remplaça le charbon !

L'évolution des peuples colonisés n'a pas manqué de se produire, malgré tous les systèmes de ralentissement que les blancs s'ingéniaient à imaginer, la marche en avant ne put être freinée. L'histoire ne connaît pas encore de domination qui n'ait un jour pris fin. La France ne serait

pas une grande nation si elle ne comprenait pas cette idée fondamentale du siècle « que le colonialisme touche à sa fin ». Les plus belles formules ni les promesses ne peuvent le raffermir. La France n'a pas à jouer son libre destin sur les ruines du colonialisme.

⁂

La presse française dans l'ensemble continue d'adopter un ton virulent à l'égard de l'Egypte qu'elle considère comme responsable des événements d'Algérie, cependant que l'Amérique conciliante et réservée prend allure de médiatrice dans un conflit qui oppose la Compagnie Universelle et le gouvernement de Nasser.

L'influence américaine au Moyen-Orient tend à supplanter celle des franco-anglais ; de même que la Russie entend jouer un rôle de grande puissance dans cette contrée riche en pétrole.

L'Angleterre qui a compris toutes les subtilités de ce jeu serré marque le pas prudemment, évitant les pantalonnades, tandis que le gouvernement français, obéissant à la droite directement atteinte dans ses intérêts, se lance dans une aventure incertaine. C'est manquer de sens politique que de crier des pantalonnades et de préconiser des mesures de coercition pouvant entraîner une conflagration générale alors que le monde entier, y compris les Américains et les Russes, aspire à la paix. Une fois de plus, la France a manqué à sa mission.

Pratiquer la politique de la droite, qui se veut toute d'autorité, de fermeté et de menaces, telle est la ligne de conduite que semble avoir choisie le gouvernement socialiste en dépit de ses déclarations et des recommandations du congrès de Lille.

Il semble qu'après six mois de gouvernement, le bilan

de l'action socialiste soit plutôt négatif dans tous les domaines.

Sous prétexte de patriotisme, le gouvernement est entraîné dans une politique de guerre et de régression sociale, car faire la guerre et pratiquer une politique de progrès social ne vont pas de pair.

Au demeurant, il n'y a pas que la France qui se trouve devant des contradictions de cette nature. L'Occident qui se veut libéral est arrivé au stade de la confusion anarchique où tout est considéré du seul point de vue de l'égoïsme étroit ; l'Occident désorganisé, affaibli par de nombreuses guerres, connaissant les rivalités les plus subtiles est à l'image du bas empire romain.

⁂

Pénible impression ce matin en me levant : une fumée épaisse et rousse s'élevait au-dessus des vallons où les chasseurs bombardiers avaient effectué des piqués. Un village kabyle a sans doute subi l'assaut des avions de pacification et nos amis français doivent ignorer cela.

Quelles que soient les justifications que l'on puisse donner à ces actions brutales contre des villages sans défense, la conscience humaine ne peut être qu'indignée. Que sont devenus dans la tourmente les femmes, les enfants, les vieillards et le bétail ? Quels espoirs peuvent-ils encore conserver, ces innocents, dans l'avenir d'une communauté franco-musulmane que l'on édifie à coups de canons ?

Le feu, le sang, la haine et le mépris. La rage de vaincre et de détruire ne rendra pas plus conciliants les combattants, ni la population plus docile.

Quand l'esprit s'est rebellé et a dit « non » à la domination, la violence ne fait qu'accroître la détermination de persévérer dans son refus.

On soumettra le corps, peut-être, non les cœurs ; c'est de la psychologie élémentaire. Non, cela n'est pas la mission de la France. La violence n'entraîne pas l'adhésion ; quand elle subjugue, elle provoque le divorce moral de la rupture définitive.

La force au service d'une cause injuste et dont les buts n'apparaissent point clairement, est une odieuse escroquerie. Les esprits continueront toujours à dire « NON »

au colonialisme, dût-il se présenter sous l'image séduisante d'un système libéral garanti par la France, car ce ne peut être qu'une mystification, ces promesses de liberté faites sous la pression des événements. La force qui prétend réduire le nationalisme et suspendre la progression de l'histoire ne fait qu'en accentuer le cours ; elle hâte la conclusion des bouleversements sociaux car l'idéal qui soulève l'enthousiasme populaire ne tient compte ni de la volonté des hommes, ni de leur vanité, ni de leurs intérêts égoïstes. L'histoire ne connaît pas de sentiments : elle est la résultante de données objectives dont les hommes ne sont souvent qu'un simple jouet.

La sottise et la mauvaise foi qui caractérisent la presse colonialiste pourraient avoir pour ceux qui y prêtent une oreille trop attentive des conséquences douloureuses et funestes.

La haine et le mensonge : voilà ce que distillent les quotidiens algérois.

Donnant libre cours à leur frénésie raciste, ces quotidiens, par la manière de présenter les faits, accroissent journellement l'angoisse et l'irritation d'une population déjà bouleversée par de tragiques événements. Au lieu de remplir avec dignité la mission délicate qui consiste à informer objectivement comme à tranquilliser les esprits, ce n'est quotidiennement que compte-rendus de « crimes odieux de fellagas - bandes rebelles anéanties - ratissage - déclarations intempestives contre le panarabisme cairote et excitations contre l'Arabe en général ».

Toutes ces billevesées ne contribuent en aucune manière à l'apaisement des esprits.

M. Lacoste, tantôt vitupéré, tantôt encensé, intimidé, conciliant, semble pleinement satisfait du « bon travail » que dans l'ensemble la presse algérienne apporte à l'œuvre de Pacification.

C'est une raison valable pour ne pas vouloir « se battre



sur deux fronts » ; ce n'est pas l'intérêt de la France !

Dès lors que la pacification est à sens unique, elle n'a plus de sens. Elle n'est que le prolongement de l'esprit colonialiste.

⁂

Rien n'illustre mieux la relation qui existe entre le problème algérien et l'affaire de Suez comme les déclarations de la presse française. Rien n'exalte davantage l'esprit d'un Islam uni de « Rabat à Karachi » comme les outrances des gouvernements et des journalistes qui ont cru pouvoir saisir l'occasion d'exercer des représailles contre l'Egypte que d'aucuns tiennent pour responsable des difficultés algériennes, plus généralement des événements d'Afrique du Nord.

Il faut d'abord souligner que ces événements ont eu lieu parce que l'histoire en a décidé ainsi et non point parce que l'Egypte ou Nasser les auront souhaités.

Les fautes psychologiques qu'on accumule pèseront de tout leur poids sur le cours des événements qui débordent le cadre d'une politique française.

L'affirmation que le problème algérien est une affaire strictement nationale ne correspond à aucune réalité. En vertu de quel pouvoir peut-on empêcher les influences internationales de s'exercer ?

« Le monde est un », singulièrement rétréci, au point que chaque problème qui se pose à la conscience des gouvernements intéresse universellement la planète. Il semble même qu'apparemment il y ait une contradiction formelle entre la tendance internationaliste et l'existence des nationalismes chauvins ; la première affirme l'indépendance des nations, l'autre concrétise l'idée qu'il n'y a de cadre valable pour l'épanouissement de l'individu que dans la nation. Désormais, l'Algérie est entrée dans l'arène internationale.

Quand la soldatesque tient le devant de la scène, toutes les belles paroles et les formules creuses ne sont que le voile pudique des atrocités qui se multiplient.

On sait que la conscience française réprouve la répression collective, les exécutions sommaires ; il s'en commet pourtant au nom de la Pacification. Tel est le pouvoir de certains mots qu'ils cachent ce que la conscience humaine réprouve. Qu'on se reporte aux multiples déclarations de M. Guy Mollet : on a la conviction que la pacification n'est pas la guerre : formule heureuse apparemment. Internationalement ne sont reconnus comme guerre que les conflits armés caractérisés. L'atroce guerre d'Algérie n'en est pas une... Sur le plan national, la conscience française se satisfait à l'idée que l'on est en train de pacifier, c'est-à-dire de répandre la paix dans les esprits et dans les cœurs « en vue de créer une communauté franco-musulmane plus juste et plus fraternelle ». On ne voit pas tout le côté tragique de la réalité. Il y a dans cette littérature pleine d'apaisement quelque chose qui prend à la gorge comme une nausée.

Quand on entend journellement le bruit des avions qui passent, le grondement du canon à quelques lieues à la ronde, on se rend bien compte qu'entre les mots et le réel, il y a un monde.

***

La politique de fermeté à l'égard de l'Egypte que le gouvernement semble devoir fermement adopter, s'explique en partie par les difficultés financières actuelles. En effet, l'opinion française qui admet difficilement l'idée d'augmenter les impôts pour financer « cette sale guerre » repousserait moins les sacrifices qu'on lui demande si les menaces de guerre contre l'Egypte devenaient plus sérieuses. C'est une des raisons pour lesquelles M. Guy Mollet, trop heureux de saisir l'occasion pour satisfaire



l'amour propre de la droite et de se donner des allures de patriote, ne cesse de tenir un langage viril. L'opinion en France et en Angleterre, n'a pas été émue outre mesure par le coup de force de Nasser.

Sur le plan juridique, ni sur le plan moral, surtout, on ne peut faire grief au gouvernement égyptien d'avoir nationalisé une compagnie exploitant une richesse nationale au profit d'actionnaires étrangers. En évacuant le canal, l'Angleterre marquait par ce geste le caractère spécifiquement national du canal. Quant à la libre circulation, c'est un autre problème dont les données sont définies par les conventions et accords déjà existants et susceptibles d'ailleurs de modifications.

Quand on considère ce point de vue, il n'est pas possible d'admettre que les seuls gouvernements français et anglais aient le droit d'en décider. C'est donc avant tout à une instance internationale que la question du canal doit revenir.

Reconnaître l'importance internationale du litige, c'est admettre *de facto* que toute solution ne peut être décidée que par un organisme international.

C'est pourquoi il paraît illogique de suggérer une solution que doivent approuver les nations invitées à Londres.

En cas d'échec, l'Angleterre et la France préconisent le recours à la force. Si l'on envisage objectivement le problème, l'acte de Nasser, débarrassé de ses éléments émotionnels et explosifs, ne semble pas devoir entraîner la guerre comme le laissent entendre les franco-anglais. A l'heure des difficultés majeures, il faut se garder de crier ; il faut surtout savoir ramener à de justes proportions les problèmes de quelque nature qu'ils soient, même s'ils présentent un côté spectaculaire. Ce n'est pas d'avoir imaginé ou souhaité des représailles qui entraînerait l'Amérique dans la voie du recours à la force.

Une politique internationale n'a de valeur que confrontée à l'ensemble des opinions des autres pays et dans le cas particulier du canal, il n'était pas possible d'aboutir de prime abord à une synthèse claire et nette qui puisse dicter une attitude intransigeante.

Faire du « tam-tam » n'est pas de bonne politique ; on en est toujours pour ses frais.

Les conditions d'une éventuelle solution étant posées, qu'adviendrait-il, si l'Egypte refusait d'y souscrire, ce que l'on peut prévoir a priori ? Les Occidentaux feraient-ils la guerre ?

Il n'est pas rentable de poser des préalables et d'engager l'honneur national sur une cause qui ne se situe pas à un niveau élevé ni dans le domaine de la justice ni dans celui de la morale.

Suez à n'en point douter fut un véritable traquenard pour les Occidentaux.

⁂

En refusant de voter le collectif, le Parti Communiste marque son hostilité à la politique du gouvernement. Prisonnier de la droite, Guy Mollet n'a plus la possibilité de faire machine arrière. Sa politique qui se veut celle d'un socialiste et d'un bon patriote, se heurte à des contradictions irréductibles.

Les conséquences des pleins pouvoirs que les communistes ont votés, c'est la pacification en Algérie, le blocage des salaires ; ils ressentent douloureusement le coup terrible porté à leur prestige. Les reproches de la masse sont durs à leur égard. La manœuvre politique dont ils ont usé n'a eu pour résultat en définitive que la guerre au peuple algérien et une escroquerie au peuple de France.

Par contre, la droite a atteint un double objectif : faire mener rondement une guerre coloniale par la gauche fran-



çaise et atteindre le prestige du communisme en France et dans les pays d'Outre-Mer. Beau sujet de réflexion pour les politiciens de gauche. Il ne reste plus à présent qu'à dresser les Socialistes contre les Communistes. La politique financière et économique du gouvernement fournira bientôt l'occasion d'une éclatante rupture ; l'échéance d'octobre approche.

⁂

L'Express d'août donne le texte intégral de la philosophie de la révolution de Nasser. Le Bikbachi y analyse ses sentiments de révolutionnaire et brosse un tableau d'avenir du monde arabe ; c'est plus un homme d'action qu'un théoricien ; l'étude sans prétention tire les conclusions logiques d'une expérience nationale accomplie dans des circonstances difficiles. C'est à la fois une libération nationale et une révolution sociale. Pour le cas particulier de l'Egypte, le régime féodal était la conséquence de l'impérialisme anglais.

La condition misérable du fellah est la conséquence de cette douloureuse domination.

C'est dans les fondements de l'Islam originel qu'il faut rechercher les caractères de cette révolution qui poursuit l'édification d'une société moderne.

Les facteurs de la puissance arabe, face à l'impérialisme occidental vieillot, sont analysés avec assez de réalisme et de clarté : cette puissance organisée et disciplinée constitue un danger pour l'impérialisme occidental, non pour la paix mondiale.

L'erreur profonde de l'Occident, c'est de croire que son autorité demeure incontestée. Dire que l'Egypte rêve du panislamisme n'a pas de sens. Nous assistons actuellement à la constitution de grandes unités multinationales. Le monde arabe est entré dans une phase active de cette édification.

Si l'Europe n'arrive pas à dominer les difficultés qui forment obstacle à la constitution d'une autorité supranationale, c'est que cette contrée du monde apparemment civilisée est en voie de désorganisation. Que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan moral, il n'est plus d'idée force pour promouvoir une politique capable de dépassement national.

A la différence de l'Islam, la religion chrétienne enseigne l'individualisme. Ce facteur donne naissance à l'esprit de compétition qui a valu à l'Europe, dès la fin du Moyen-Age, un épanouissement culturel important et un développement matériel conséquent.

Peu à peu, les concepts nationaux se sont figés ; les nationalismes devinrent stricts tandis que se dressaient des barrières politiques et douanières infranchissables. Dans ce milieu du XX<sup>e</sup> siècle, il semble évident que les pays d'Europe soient incapables d'effort collectif conscient et coordonné en vue de construire une Europe fédérée.

Pendant longtemps, le monde arabe a subi passivement l'influence de l'Occident, donnant le spectacle de nations incapables d'effort conscient pour s'organiser en Etat moderne et dépassant le stade national, de créer une vaste fédération des Etats arabes. En réalité, l'élément essentiel n'a jamais été atteint et le sentiment d'une communauté spirituelle s'étendant de Rabat à Karachi a résisté à toutes les vissicitudes de l'histoire.

A cet élément moteur puissant est venu s'ajouter le sentiment d'une communauté d'intérêts et de défense concrétisée d'une part par les richesses pétrolières et par les positions stratégiques d'une extrême importance d'autre part. L'Occident en exploitant les richesses de ces pays avec un égoïsme forcené n'a jamais songé à l'existence des autochtones comme il n'a pas songé que de Rabat à Karachi, cette chaîne interminable et sans fissure de pays musulmans allait devenir dans la seconde moitié du siècle le théâtre d'événements d'une extrême importance. L'Occident a péché par excès d'optimisme. Le sentiment religieux à lui seul, malgré les nombreuses tentatives, n'a pas suffi à unifier le monde arabe. C'est l'esprit de Bandoeng qui constitue le véritable ciment de cette unification.

∴

*8 août 1956*

Journées particulièrement torrides ; le sirocco souffle sans désemparer. La forêt de la Mizrana flambe dans toute son étendue. A la suite de l'incendie de Baïnem, on signale en de nombreux points d'Algérie d'autres incendies.

Quel crime que de vouloir faire de l'Algérie une terre maudite. Est-ce là le résultat de la pacification ? Pense-t-on réduire la détermination du peuple algérien en détruisant systématiquement tout ce qui est refuge des combattants ? Méthodes dignes d'Attila que les Algériens ne pardonneront jamais. La rage de détruire en vue de présenter le bilan de la pacification à la session de l'ONU. ... Mais c'est tout l'humanisme français qui est en cause ! L'esprit demeure atterré devant cette dramatique entreprise pour justifier une politique. Qui dira à la France l'horreur de cette entreprise ?

Dans la ronde infernale des attentats et de la répression, on se livre impitoyablement à des destructions monstrueuses au nom du droit et de la liberté.

⁂

Personne ne songe sérieusement à ramener la paix en Algérie. La France se trouve engagée dans un drame d'où il lui sera difficile de sortir les mains nettes. On accuse à grand bruit les Rebelles de provoquer les incen-

dies criminels. Pour pouvoir situer les responsabilités, il faut se demander à qui profitent ces actions criminelles ?

⁂

Alors que se prépare fiévreusement la conférence de Londres, Nehru retient l'attention par son plan en cinq points pour rétablir la paix en Algérie.

Certes, la paix dans le monde est en danger. La double menace que font peser sur l'humanité la guerre d'Algérie et l'affaire de Suez, peut conduire les nations sur les bords de l'abîme.

La sagesse et la raison l'emporteront-elles sur la violence ? L'équilibre du monde dépend de la seule attitude de l'Amérique et de la Russie. Si la politique de la coexistence a prévalu, on peut affirmer que la paix est assurée. Les difficultés qui surgissent à travers le monde se résoudront à plus ou moins brève échéance et pacifiquement. L'esprit de Genève, c'est la voie de l'avenir. Puissent l'Amérique et la Russie ne point décevoir les espoirs de l'Humanité.

⁂

Les Français comprendront-ils que les Musulmans soient assoiffés de liberté comme le furent eux-mêmes à certaines périodes de leur histoire ? Le problème algérien est essentiellement politique que domine une pensée unique : le retour de la liberté. Quand un gouvernement n'a pas su faire respecter la liberté pendant plus d'un quart de siècle et qu'il n'a pas assez d'autorité pour faire appliquer la justice, il lui est difficile de rétablir une situation si gravement détériorée.

Nous assistons à l'aggravation rapide de la situation algérienne sans que jamais l'autorité ait pu la redresser



malgré les moyens dont elle dispose et les efforts qu'elle déploie. On ne ramène pas les esprits vers l'apaisement par des actions de guerre.

Une épaisse fumée s'élève au-dessus de la montagne de Sidi-Ali Bounab tandis que le canon tonne et que crépite la mitrailleuse. Ce matin grand branle-bas au camp du centre professionnel.

La pacification ne signifie plus désormais que combats, incendies, attentats, embuscades et répression.

Le vœu de M. Lacoste s'accomplit sous la protection bienveillante du gouvernement socialiste, trop heureux de se maintenir au pouvoir et de servir les intérêts de la droite, ne tenant plus compte ni des vœux du peuple de France, ni des décisions du Congrès de Lille.

Certes, il est plus aisé d'exercer des représailles sur un village sans défense que de désarmer les Ultras, maîtres du Gouvernement Général et de toute l'administration du pays. Certes, il est plus aisé d'interdire toute activité aux habitants des Béni-Ouaguenoun, de cerner le marché de Djemaâ Saharidj deux jours durant, que de se battre sur deux fronts. Une vigoureuse répression est possible quand on dispose de 500.000 hommes, mais combien il est difficile de rétablir la confiance. Obtenir l'adhésion des cœurs par le fer et par le feu est impossible et impensable. Il n'est pas nécessaire d'être gouverneur de l'Algérie et ministre résidant pour s'en convaincre. Toute la violence qui se manifeste actuellement est née d'une injustice monstrueuse maintenue depuis plus d'un siècle, injustice qu'hélas la France n'a pas songé à faire cesser malgré la présence de 500.000 soldats en Algérie.

⁂

La guerre est là ! les espoirs de paix se sont évanouis, faisant place aux dramatiques violences d'une pacification dont on ne voit pas la fin. Le cycle infernal attentat-répression n'a jamais été aussi cruel, aussi dense. M. Lacoste peut garder son optimisme : le contre terrorisme qui se manifeste violemment dans les principaux centres assombrit d'une manière sinistre le lugubre tableau. M. Guy Mollet peut parler d'assurer à chacun la liberté et la justice. Toutes ces formules creuses seraient belles, si chaque jour ne nous apportait son lot d'assassinats, de mutilations et de tortures... Ce que les gens désirent, Français aussi bien que Musulmans, c'est la paix sur des bases réalistes et justes, c'est une paix négociée qui tienne compte des aspirations nationales du peuple algérien et du respect des droits acquis des Français.

De temps en temps, on annonce des ralliements de villages avec photos à l'appui et discours de caïds. C'est précisément cette politique de mensonges, ces caïds qui nous valent aujourd'hui tant d'atrocités et de deuils. Comment sortir de l'impasse ? Le destin de l'Algérie est-il de toujours tourner dans un cercle de ténèbres sanglantes ?

Qui parlera pour ces villages meurtris, affamés, pacifiés et finalement ralliés ? Recherche-t-on la vaine gloire et la satisfaction de pouvoir dire que les Kabyles sont demeurés français, ou bien prépare-t-on des documents pour la session de l'ONU ?

L'angoissant problème du colonialisme se pose avec toujours les mêmes termes, la même incompréhension, les mêmes atermoiements, la même incompétence !

Pourtant on n'empêchera pas la vérité d'éclater.

Le rôle de la France n'est pas d'opprimer, mais d'aider le peuple algérien à se libérer. Dans l'ascension des peuples





d'Afrique du Nord vers plus de lumière, le rôle de la France doit consister à briser les cadres d'une administration féodale fondée sur l'arbitraire, l'inégalité et l'injustice sociale.

Pendant longtemps le Musulman avait conservé l'illusion que le gouvernement central correctement informé allait pouvoir réagir pour redresser une situation presque irrémédiablement compromise. Il ne le fit jamais. Bien au contraire, il admit tous les anachronismes, toutes les inégalités, l'existence de salaires misérables et, au comble de tout, les élections préfabriquées. Jamais ne fut esquissé un geste réparateur et jusqu'en novembre 1954, on eut l'impression que l'Algérie enchaînée et prisonnière d'une féodalité intransigeante, semblait devoir vivre éternellement dans la fiction de « trois départements français » sans jamais pouvoir pousser un cri de révolte.

Novembre 54 vint et l'on connaît la suite.

⁂

Le contre terrorisme que l'on voudrait tenir camouflé existe. Il se manifeste pourtant avec assez de virulence. Les attentats perpétrés au plastique contre la personne et les biens de Musulmans à Alger, l'Arba, Oran, Constantine, constituent des preuves formelles.

A l'occasion des incidents graves de l'Arba et de Rivet, M. Lacoste se contente de déclarations platoniques : « il ne faut pas, dit-il, que la milice se substitue aux forces de l'ordre ». Peut-être approuve-t-il dans son for intérieur, des actes que la conscience humaine ne peut que réprouver ?

A-t-on infligé des châtiments aux Européens responsables de certaines atrocités ? Non, M. Lacoste ne veut point « se battre sur deux fronts ». C'est bien l'impression qu'ont les musulmans d'être l'objet de discrimination raciale.

A-t-on perquisitionné chez les Européens ? Les a-t-on désarmés comme le furent les Musulmans et selon les termes de la loi ?

Les musulmans demeurent angoissés à la pensée que toutes les populations musulmanes des villes sont livrées pieds et poings liés aux égarements possibles des Européens abondamment pourvus de munitions et dont l'esprit demeure surchauffé aussi bien par l'action des maquisards que par le ton et les déclarations de la presse algéroise.

Une fois le crime consommé, on pourra toujours regretter les possibles réactions dramatiques des Européens.

La rupture entre les deux éléments de la population semble désormais accomplie sous des apparences trompeuses que seules recréent les déclarations optimistes de M. Lacoste. La pacification aggrave de jour en jour la situation algérienne qui devient inextricable.

Les solutions réalistes qui auraient pu être décidées, ont été retardées à cause de l'espoir de pacification, nourri par des illusions dangereuses et improbables.

Le réalisme politique exige des gouvernants de l'imagination et un esprit de décision : il leur fait une obligation impérieuse de considérer les faits dans leur intégralité et non à travers un romantisme désuet, quelles que puissent être les blessures d'amour propre national. Il faut sauver ce qui peut l'être et non s'accrocher désespérément à ce qui eût pu être. Il est comique de constater que les hommes d'Etat français ont mis des années pour se rendre compte et seulement sous la pression des événements, que l'Algérie n'est pas une province française, encore bien moins trois départements et que ni l'assimilation, ni l'intégration ne sont des solutions valables présentant des chances de succès.

⁂



Sidi-Ali Bounab brûle toujours.

A quelques siècles de distance l'histoire se reproduit ; le drame de l'Algérie martyre recommence.

Détruire systématiquement les forêts est barbare. Hitler lui-même n'a pas utilisé de semblables méthodes pour réduire le maquis français.

La civilisation par le feu et par le sang, voilà ce que les socialistes français offrent au peuple d'Algérie.

De grâce, M. Guy Mollet, n'utilisez pas la mémoire de Jaurès pour justifier la « pacification » !

⁂

Jean Daniel, dans l'*Express* du 8 août donne une analyse assez juste de la situation de Suez, non sans y mettre lui-même une pointe d'acrimonie contre l'Egypte de Nasser, alors qu'il reproche justement au gouvernement comme à la presse leurs pantalonnades.

La haine qui s'exhale à travers les paroles et les écrits à propos de l'Egypte et du monde arabe semble pour le moins excessive ; dans tous les cas, elle ne résoudra pas les difficultés algériennes. Le Français devrait apprécier plus objectivement les faits ; on souhaiterait qu'il comprît mieux les leçons de l'histoire.

Que l'Egypte soit un Etat semi féodal, que le fellah de la vallée du Nil ait une condition misérable, voilà certes des faits qui ne peuvent laisser indifférent un honnête homme. De là à chercher des justifications à la situation qui est faite au peuple algérien par comparaison à l'Egypte, c'est une erreur inadmissible et grossière.

En fait, Nasser n'est responsable ni des difficultés actuelles de l'Egypte, ni de la situation misérable du fellah. Il n'est pas d'autre responsable que l'impérialisme anglais. Les Algériens en ont conscience et ils savent bien que la situation qui lui est faite au sein de la communauté française est le résultat du colonialisme.

Certes, les Algériens, comme tous les musulmans et le monde entier, suivent avec intérêt l'expérience de Nasser qui essaie de transformer les structures de son pays.

Les Algériens analysent avec justesse cette situation, et ce n'est sans doute pas dans l'exemple de l'Egypte qu'ils puisent les raisons de leur insurrection.

Les événements auraient éclaté sans l'Egypte et sans Nasser ; ils sont la conséquence logique et inéluctable d'un ensemble de données spécifiquement algériennes. L'insurrection algérienne est l'éclatement d'un régime arrivé au terme de son développement, régime fondé sur l'inégalité et l'injustice et que la France a toléré, sinon souhaité.

A qui voudrait-on faire croire que le gouvernement de Paris ignorait les misères du peuple algérien, le régime du caïdat, la tyrannie des administrateurs, le salaire de la misère et le truquage électoral ? Cette situation paraissait confortable aux gouvernements successifs, parce que le peuple algérien protestait par les moyens légaux qui lui étaient laissés sans user de violence.

Aujourd'hui, vouloir justifier tout ce passé médiéval par des apparences de républicanisme, de libéralisme, c'est se condamner soi-même aux yeux de l'humanité et de l'histoire.

On peut parler des formidables transformations de l'Algérie, de l'accroissement démographique, de la mise en valeur des terres, de la création de voies de communication, du réseau hospitalier et des établissements scolaires.

Certes, tout cela constitue un progrès que personne ne songe à nier ; mais que constitue ce progrès matériel au regard de la situation morale qui est faite à l'autochtone ?

Il est surprenant de constater que les Français ne



voient et ne soient sensibles qu'à cet aspect du problème. Le progrès matériel dont l'autochtone ne peut jouir, exaspère davantage son esprit de colonisé. A-t-il évolué au point d'être confondu avec l'Européen ? Le spectacle de la misère des siens, lui rend amer les fruits de la civilisation qui n'atteint pas l'ensemble du pays. Est-il demeuré dans sa condition ancestrale ? C'est alors, le sentiment décevant de l'impossibilité de pouvoir jamais en sortir.

Les structures politiques, économiques et sociales du pays ne sont pas celles qui permettent le libre épanouissement de l'individu.

*16 août 1956*

C'est aujourd'hui que se tient la conférence de Londres. Elle serait sans intérêt s'il ne s'agissait du problème de la Paix. L'avenir de l'humanité semble suspendu aux décisions qui seront prises au terme de cette conférence. L'Amérique, ni la Russie ne peuvent vouloir la guerre et personne au monde n'envisage avec désinvolture les conséquences d'une conflagration générale.

Ni l'Angleterre, ni la France ne peuvent décider d'une guerre, car la direction politique du monde ne leur appartient pas. Tout porte à croire quand on analyse objectivement les faits, qu'il n'y aura pas de guerre.

L'Amérique et la Russie ont adopté la politique de la coexistence ; pour ne point heurter de front l'amour propre national des Occidentaux autrefois maîtres du monde, aujourd'hui éléments de perturbation, le rapprochement est-ouest se fait graduellement et sans éclat.

Américains et Russes ont-ils partagé le monde en zones d'influences ? Cela est possible. Il s'agit alors d'éliminer la France et l'Angleterre de leurs anciennes possessions. L'idée nationale est un ferment puissant pour susciter des difficultés aux gouvernements de Paris et de Londres. L'idée nationale est un facteur puissant au nom duquel on peut mobiliser l'énergie d'un peuple, pendant longtemps, pour mener l'action si meurtrière soit-elle aussi longtemps qu'il le faudra pour évincer l'Angleterre et la France du bassin méditerranéen.

***

Actuellement, on a l'impression que tout est mis en œuvre pour que le problème algérien ne soit pas résolu.

Le temps ne travaille pas pour la France, et en attendant de connaître des difficultés militaires plus sérieuses, elle a, en fait, perdu déjà la bataille psychologique qui, de toutes, est la plus importante pour l'avenir français en Afrique du Nord. Le cycle attentat-répression, les embuscades suivies régulièrement d'incendies de villages et d'exécutions sommaires ne peuvent avoir comme conséquence de rapprocher les Musulmans des Français.

La communauté franco-musulmane ne peut avoir pour fondement la haine et le sang.

On comprend que l'amour propre du Français soit doublement atteint aussi bien par l'insurrection qui le surprit par sa soudaineté et sa violence, que par les échecs enregistrés depuis deux ans.

Cela se traduit par de l'irritation et par le désir d'en finir le plus rapidement possible, avant la session de l'ONU, dût-on employer les méthodes les plus barbares.

La répression qui se veut exemplaire, éloigne définitivement l'autochtone du Français. C'est ainsi que l'effet obtenu est contraire au but poursuivi parce que la lutte contre tout un peuple, décidé à vaincre ou à mourir pour ses libertés et son indépendance, est pratiquement impossible.

Ce n'est pas sans raison que Bourdet écrivit un jour dans son éditorial « dans l'ornière indochinoise », soulignant ainsi d'un trait les circonstances difficiles, la complexité et les conséquences nécessairement désastreuses de la guerre d'Algérie.

Les dirigeants français, toujours mensongèrement informés des réalités algériennes, ont pu penser que, dans l'état de désorganisation où se trouvait le peuple algérien, une



lutte conséquente et prolongée n'était pas à la mesure de ses faibles moyens. Certains auront pu penser qu'une parade militaire, l'arrivée de renforts massifs, quelques déclarations assorties de promesses et précédées d'un bain de sang, suffiraient à mettre un terme à la rébellion.

On a même écrit toutes sortes de bêtises à ce sujet, tantôt sur un ton sérieux, de fermeté, tantôt sur le ton paternaliste. Mais tout concourt à démontrer avec une clarté évidente que l'on a toujours ignoré l'âme du musulman parce que l'on ne s'est jamais penché sur elle avec beaucoup de sérieux pour en découvrir les traits essentiels.

Le vieil esprit colonialiste, le complexe de l'homme blanc, style XIX[e] siècle apparaît à tout propos quand il s'agit d'examiner les problèmes d'Outre-Mer. L'autochtone est toujours mineur, incapable d'évolution, il ne faut pas le laisser trop badiner avec la liberté, car il s'y brûlerait les doigts. L'indépendance nationale dont il rêve ne correspond à rien ; c'est un mot sans contenu valable ; il ne peut être pour l'indigène que changement de maître... Voilà le mémento du bon Européen d'Algérie fût-il démocrate et libéral ! Et, de conclure alors que seuls les occidentaux ont le pouvoir, la faculté et le devoir de faire évoluer l'autochtone selon des normes et un rythme voulus par eux. Seuls ils ont le pouvoir et le devoir de gérer ses intérêts et de veiller à son indépendance, idéal vers lequel ils le conduiront aussi sûrement qu'ils le tiennent actuellement, dans une étroite dépendance.

Ainsi, les socialistes ne sont pas préoccupés par la situation qui est faite à l'indigène, mais s'inquiètent surtout de ce qu'elle pourrait devenir dans une Algérie indépendante ! Rien n'est moins amusant que ces scrupules qui tendent tous à conclure à peu près en ces termes : « l'esclavage dans lequel te tient l'homme blanc est plus doux pour toi que la situation de citoyen libre qui t'est réservée dans ton pays une fois devenu indépendant ».

En réalité toutes ces considérations d'ordre sociologique et moral cachent un esprit colonialiste qui se résigne difficilement à disparaître de la scène mondiale.

⁂

La conférence de Londres est un camouflet pour Londres et Paris qui ne comprennent pas encore que le glas de la vieille Europe a sonné depuis longtemps.

La pacification a produit des effets contraires à ceux qu'on en attendait ; les combats ont augmenté d'intensité, les attentats se sont multipliés, l'esprit de résistance s'est exaspéré et fortifié. La rébellion s'est généralisée et c'est tout le peuple algérien qui est soulevé d'indignation par les méthodes employées pour réduire l'insurrection. Les incendies systématiques en vue d'exterminer les maquisards et de détruire les dépôts de munitions et de vivres, ont un caractère monstrueux parce qu'on y décèle la volonté de destruction.

« Le feu et le sang » voilà la réponse des socialistes à la volonté de libération d'un peuple tenu sous le joug du colonialisme depuis 125 ans.

Il est encore temps de faire le bilan de la pacification et d'en instruire l'opinion française ; il faut arrêter la barbarie avant que l'honneur de la France ne soit atteint. MM. Lacoste, Guy Mollet, Max Lejeune, Bourges Maunoury, avez-vous donc compris que votre volonté de réduire le peuple algérien se heurtera toujours à sa détermination inébranlable, parce que la cause de l'Algérie est juste ? Qu'allez-vous faire de tant de larmes, de deuils, de crimes et de destructions accumulées ?

Quel bilan allez-vous présenter à l'opinion française ?

Allez-vous persévérer dans cette erreur monstrueuse qui consiste à faire croire à votre peuple et au monde,



que le peuple algérien est avec vous et que vous êtes en train de le libérer de l'emprise des maquisards ?

Allez-vous couvrir tous ces crimes du nom de « Liberté » ?

⁂

Le mensonge est ce qui a fait le plus de mal à l'Algérie. On a menti depuis la conquête et l'on continue à mentir dans l'espoir de sauver le colonialisme : cela devient une odieuse escroquerie.

⁂

Nous avons eu la naïveté de croire que les socialistes allaient pouvoir apporter la paix en Algérie, et c'est la guerre intensifiée que l'on impose. On a raison de dire que les socialistes s'empressent toujours de servir la Droite. Aucun autre gouvernement n'aurait pu réaliser le tour de force de faire admettre une guerre à l'opinion française qu'on a amusée par des formules creuses. Certes, il y a encore des parties saines dans cette opinion qui considère la pacification comme une entreprise monstrueuse. M. Guy Mollet a été habilement manœuvré par la réaction, les colonialistes et la Droite réunis, pour qui l'affaire algérienne est le point de départ d'un redressement de la situation compromise le 2 janvier.

Le 6 février a marqué la trahison des socialistes ; l'élan de la gauche française a été brisé net ce jour-là. M. Guy Mollet a cédé devant l'émeute algéroise, orchestrée par la réaction qui n'admet pas qu'on change quoi que ce soit dans les structures politiques de l'Algérie. Les socialistes ont reculé devant la crainte de passer pour des « fossoyeurs d'empire ».

Il y a sans doute la peur de voir l'Algérie ensanglantée par une guerre civile ; il y a eu surtout des considérations électorales et les socialistes ont saisi l'occasion de faire croire à l'opinion qu'ils sont le premier parti patriote de la nation.

Jusqu'au 6 février, la France paraissait jouer un rôle d'arbitre. Puis Lacoste vint ; pour ne point s'aliéner les

ultras, il entra délibérément dans leur jeu avec l'espoir de mâter l'insurrection très rapidement, quitte ensuite à menacer du poing pour faire admettre quelques réformes qui eurent permis de calmer l'opinion et de conserver les structures essentielles de l'Algérie.

Si séduisant qu'il soit, ce plan était voué à l'échec parce qu'il ne tint pas compte des réalités algériennes.

Avec le recul du temps, on comprend maintenant les intentions de M. Lacoste et son désir ardent d'obtenir des renforts. On comprend également son intention de ne vouloir se battre que sur un front, sa hâte d'obtenir une décision militaire.

M. Lacoste eût mieux fait de demeurer bon socialiste. Considérer le problème avec réalisme est sans doute au-dessus de son entendement ; envisager l'indépendance de l'Algérie l'effraye. Voir loin et juste voilà comment M. Lacoste aurait pu sauver les positions essentielles de la France.

Un travail intelligent ne pouvait valablement se faire qu'en s'appuyant sur des données réelles, à savoir, que l'opinion algérienne était acquise à l'idée de l'indépendance. A l'exception des ultras qui sentirent la menace pour leurs privilèges, la majeure partie de l'opinion admettait cette idée, à la condition que fussent garantis leurs droits essentiels. Autrement dit, les négociations devaient précéder la guerre ; cela eût pu nous éviter le sang et la haine et du même coup étaient sauvés les droits de la France.

∴

*18 août 1956*

Lettre à un député français M. H... (à la suite d'un article paru dans *France Observateur* du 16 août 1956) :

Je ne puis traduire tout l'intérêt que je prends à lire chaque fois vos réflexions sur le problème algérien.

A l'examen objectif des données du drame est joint un souffle de générosité qui est l'expression de l'humanisme français. L'histoire de l'Algérie n'est rien moins qu'une série de déceptions, dont la plus grave aux yeux des musulmans est celle que nous administre le gouvernement actuel.

« Pacification... ? Ne pas vouloir se battre sur deux fronts ».

Nous enregistrons avec amertume les conséquences d'une politique qui manque totalement de réalisme.

Après tant de fautes accumulées, il ne reste plus à ceux qui croient encore aux valeurs françaises qu'une seule issue : « Rejoindre le maquis et crier VIVE NASSER ».

Puissiez-vous faire entendre votre voix généreuse, mêlée à d'autres voix françaises pour mettre un terme au drame franco-algérien.

Neuf millions d'individus ont été délibérément écartés de la direction des affaires de leur pays, n'ayant eu jusqu'ici qu'à obéir, jamais à décider.

Cette mise sous tutelle étouffante et inhumaine, est une entreprise criminelle contre le peuple algérien et contre la

France qui paye aujourd'hui les conséquences tragiques d'un passé hérissé de mensonges et d'erreurs.

Neuf millions d'individus réclament leur part légitime dans l'exercice du pouvoir.

Un million d'Européens résiste obstinément à tout changement dans les structures de l'Algérie. Cette résistance a donné lieu à une explosion d'une telle violence que toute réconciliation paraît impossible.

L'Européen a des raisons de ne pas vouloir céder un pouce de ses privilèges maintenus jusqu'ici au nom de la souveraineté française.

Il postule que le libre jeu de la démocratie est impossible en Algérie par le fait du rapport trop inégal des éléments de la population.

Il a conscience de sa faiblesse, voire de son incapacité dans une Algérie indépendante, dotée d'institutions démocratiques, où les chances de chacun s'exerceront librement. La supériorité affirmée dans une société codifiée et organisée à son profit n'est en réalité qu'une illusion et ne repose sur aucun élément sérieux. S'agit-il de l'adaptation au milieu géographique et de la résistance physique ? L'autochtone est mieux armé. S'agit-il de l'intelligence ? Ce facteur n'est pas l'apanage de l'Européen. Le Musulman est capable d'assimiler une culture quand les moyens lui en sont donnés.

La supériorité de l'Européen ne repose donc que sur des privilèges acquis et maintenus injustement par la force.

C'est pourquoi le problème algérien a été chaque fois escamoté ; la confusion a toujours été sciemment créée pour faire coïncider des privilèges injustes et la présence française. Toute tentative de réforme s'est heurtée au principe de la souveraineté. Ces considérations conduisirent en 1936 à l'échec du projet Blum-Violette ; le statut de 1947 fut mis en sommeil pour les mêmes raisons.



⁂

L'affaire de Suez a fait perdre le sens politique à la plupart des dirigeants français.

L'Européen admet difficilement que sa supériorité soit contestée.

L'opinion française a été incapable de pousser le gouvernement à faire la paix en Algérie ; elle a réussi à le pousser davantage dans la voie de la guerre avec l'affaire de Suez, l'enfermant dans un terrible dilemme : ou le recours à la force, ou la reculade et le ridicule.

On ne réduira pas le maquis par des incendies de forêts. Les destructions inutiles compromettent chaque jour un peu plus l'avenir français dans toute l'Afrique du Nord, position clé dans le bassin méditerranéen.

La géographie, l'histoire, l'économie et la stratégie commandent impérieusement la constitution d'une confédération des Etats nord-africains. La France peut encore jouer un rôle dans cette édification pleine de promesses.

L'Amérique, l'Angleterre et la Russie, pour ne citer que ces trois grandes puissances, rêvent d'y installer leur influence.

⁂

Le nationalisme est un dieu exigeant pour lequel on ne recule devant aucun sacrifice.

Lorsqu'on affirme que le nationalisme algérien ne repose sur rien, c'est une erreur fondamentale. Les sacrifices que l'on enregistre depuis deux ans sont significatifs à cet égard.

Aux données historiques, à la communauté de religion s'ajoute le sentiment d'une solidarité fraternelle face à l'exploitation honteuse du colonialisme.

Abdelkader a incarné à un moment de l'histoire de l'Algérie la conscience nationale. Son échec ne signifie

point la destruction définitive du sentiment national. Le silence du peuple algérien est la conséquence d'une terrible défaite ayant eu pour résultat l'écrasement politique, économique et social.

L'impuissance à s'exprimer d'une manière forte résulte du sentiment d'une infériorité dans tous les domaines, entretenu par les soins du colonialisme. L'explosion de novembre 54 n'est pas seulement l'expression d'une révolte contre un ordre établi, mais surtout l'affirmation de l'idée nationale longtemps contenue, mais qui a cheminé en silence.

Les musulmans ne sont pas seuls responsables dans cette évolution ; le cours en fut précipité à partir de 1936, étape décisive dans la prise de conscience du sentiment national.

Le PPA n'eut aucune peine à grouper puis à organiser les masses musulmanes ; les luttes politiques, les guerres, les multiples exemples de guerre de libération, l'esprit de Bandoeng, les recherches et les rivalités internationales, l'intransigeance du colonialisme ont fait le reste.

***

Un cercle de feu dans la forêt de Sidi Ali Bounab, vision dantesque. Les flammes vers le ciel impassible, un ciel d'août calme et d'airain qu'éclairait la lune sereine. Un vent brûlant soulignait l'intensité de l'incendie et rappelait l'existence d'une guerre atroce et fratricide, là, toute proche, à nos côtés sans qu'on pût élever la voix pour dire non au crime !

Lorsque le hasard me conduit à converser avec des amis français, ces derniers ne manquent jamais de mettre l'accent sur les réalisations matérielles, dues au génie français comme si l'on pouvait songer à nier le progrès dû à la présence française.

Ce n'est pourtant pas de cela qu'il s'agit. Le progrès matériel n'est rien si l'on n'a élevé la dignité de l'homme, car dans toute œuvre de civilisation, l'humain demeure l'essentiel.

L'habile organisateur que fut l'européen dans un pays où il bénéficie officiellement et légalement d'une situation privilégiée, n'a jamais été préoccupé par les questions d'humanité. Dans l'édification de l'Algérie, l'autochtone a versé sa sueur, l'Européen y a apporté ses capacités d'organisation. A l'un la peine et la misère, à l'autre le profit et les éloges.

La création de tant de richesses et l'édification rapide de tant de fortunes n'a été possible que grâce à l'exploitation du plus grand nombre. La loi toléra des salaires tellement bas que la conscience humaine s'en trouve

gênée ; elle toléra les inégalités et les injustices au point que l'administration algérienne devint un système tout juste bon à écraser les autochtones. Tout en somme se faisait au nom de la France.

Entre les réalités algériennes et les vues théoriques et optimistes des responsables du pouvoir, il y avait un contraste frappant. Le peuple n'en fut jamais dupe. Sa soumission silencieuse n'était que l'expression d'une colère sourde et contenue qui n'attendait que le moment favorable pour exploser.

Elle se traduisit le premier novembre 1954 par un mouvement insurrectionnel d'une violence et d'une ampleur insoupçonnées.

Le maquisard a conscience de la gravité du combat qu'il livre en ce moment au colonialisme. En recouvrant sa dignité d'homme libre, il a conscience qu'il est en train de libérer sa patrie du joug impérialiste.

C'est un sentiment qui anime les combattants dont le courage est au-dessus de toute épreuve. C'est ce sentiment qui donne à l'insurrection son ampleur et des possibilités de recrutement inépuisables.

⁂

Triste destin que celui de l'Algérie qui fut depuis les temps les plus reculés, le théâtre de guerres atroces.

125 années de domination, ce n'est rien dans l'échelle de l'histoire. La paix toute relative qui y régnait et dont s'enorgueillissaient les colonialistes n'était que le prélude aux bouleversements dont nous sommes actuellement les témoins et les victimes.

Faut-il penser que le destin de la France n'est pas d'organiser l'Afrique du Nord, ni d'y faire rayonner la civilisation ?

Faut-il croire que le court intermède que fut sa présence en Afrique du Nord sera tout juste mentionné comme un épisode banal et de peu d'intérêt ? L'histoire demeure impassible devant les agitations humaines ; elle ne pardonne ni l'erreur, ni la bêtise.

Les dirigeants français n'ont pas été à la mesure des exigences historiques. Ils n'ont pas su assurer à leur pays le rôle digne de son histoire. Ainsi finissent les empires. Le rôle de la France en Afrique du Nord touche à son terme. La voie qu'elle s'est tracée en poursuivant la pénible guerre d'Algérie n'est pas de celles qui assurent un avenir brillant. Il faudra bientôt tirer les conclusions que l'histoire doit nécessairement imposer à la France.

Les impératifs de la communauté occidentale la mettront dans l'obligation de céder devant l'Amérique ou d'abdiquer devant l'action plus discrète du communisme.

Ni ses institutions, ni ses hommes, ni ses capacités

techniques et financières, ni ses vues politiques ne lui permettront de tenir plus longtemps le rôle écrasant de leader d'une Afrique du Nord en marche.

Incapable de jouer ce rôle de premier plan, elle commet l'erreur monumentale et funeste de vouloir freiner la marche du temps en combattant les nationalistes africains.

En politique, le mensonge peut avoir parfois des conséquences tragiques. Seul un examen sérieux des réalités permet d'aboutir à des solutions réalistes.

⁂

La conférence de Londres est au point mort ; le problème de Suez demeure entier et posé tel qu'il le fut à la date du 26 juillet ; en effet, les données du problème ne peuvent avoir varié par enchantement.

La nationalisation du canal est-elle légale ? Dans quelle mesure les occidentaux peuvent-ils prétendre exercer sur cette importante voie d'eau un contrôle et par conséquent, sur le territoire égyptien ? Dans quelle limite et sous quelle forme peut s'exercer ce contrôle, sans pour autant porter atteinte à la souveraineté de l'Egypte et à l'intégrité de son territoire ?

En réalité, sur le plan du droit, la position de l'Egypte semble inattaquable. La réponse à toutes les questions est fournie d'une part, par le contenu et le ton du discours du représentant de l'Inde, d'autre part, les déclarations de M. Foster Dulles précisant : « Nous ne sommes ici ni pour négocier, ni pour envoyer un ultimatum à l'Egypte ».

Se plaçant du point de vue psychologique, l'Amérique ne peut pas jouer ses atouts majeurs par complaisance pour l'occident. Elle règle son attitude sur celle de l'URSS décidée à jouer un rôle de grande puissance dans le Moyen-Orient et dans le bassin méditerranéen. Si la vieille Europe est une pièce maîtresse du système atlantique de défense, il n'en demeure pas moins qu'elle constitue une lourde charge pour les Américains et le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas rentable.

L'impression qui se dégage de toutes ces considérations,

c'est que ni l'Amérique ni la Russie ne recherchent des complications internationales.

***

*24 août 1956*

On parle à présent d'un préalable égyptien pour le réglement de la question algérienne (*cf. Le Monde* du 22 août). Ce problème a existé pourtant bien avant Suez. M. Lacoste peut rechercher des justifications à l'échec de la pacification. Le terrible problème algérien n'en est pas pour autant résolu. Faire dépendre sa solution du réglement de l'affaire du canal devient une monstrueuse escroquerie.

Certes, l'affaire égyptienne a singulièrement compliqué le problème algérien, lui donnant un caractère d'exaspération inconnu jusqu'alors du fait des fanfaronnades françaises et de l'attaque invraisemblable lancée contre le monde arabe. On a pu noter une recrudescence générale de la rébellion. Ce n'est là sans doute qu'une coïncidence. L'insurrection algérienne se développe selon un rythme calculé et précis. Mais ce que l'on s'explique moins, c'est la répression inhumaine à laquelle se livrent les troupes françaises depuis l'affaire de Suez, avec le secret dessein d'en finir le plus rapidement possible. Cette situation n'a pas pour conséquence de ramener le calme comme certains ont pu le penser ; au contraire elle durcit les positions ; depuis, la lutte est devenue atroce et violente.

Que l'on règle la question du canal comme on le voudra, le problème du nationalisme algérien demeure entier.

Il n'est pas de bonne politique d'établir des relations

aussi étroites entre les deux problèmes. Perdant de vue les réalités algériennes, on fait jouer à la France un triste rôle.

⁂

L'illusion la plus dangereuse consiste à penser que dans la lutte que se livrent la France et la Résistance algérienne, la population musulmane demeure un spectateur indifférent qui attend l'issue du combat pour acclamer le vainqueur ! C'est du moins l'illusion tragique qu'entretient M. le Ministre résidant, un forcené de la pacification ! Erreur funeste et profonde. La rébellion a ses racines profondes dans l'âme populaire, révoltée depuis longtemps contre l'abject colonialisme. La France elle-même, malgré son humanisme et ses traditions révolutionnaires en est éclaboussée. Elle donne actuellement l'impression d'appuyer de toute sa force armée les thèses colonialistes ; l'opinion française un moment émue, troublée et sur le point de prendre conscience du drame colonial, a été habilement manœuvrée et détournée.

Chaque défaite que subit la rébellion est ressentie comme une blessure profonde et une humiliation. On peut céder momentanément à la force brutale, mais l'esprit en est davantage révolté.

M. Lacoste devrait comprendre au nom du socialisme et de la France que sa pacification n'a pas de sens et qu'elle ne peut avoir d'effets. Son expérience tragique dure depuis six mois.

⁂

A la lumière des événements, on peut voir dans l'attitude de la Turquie une sorte de ressentiment à l'égard des nations arabes, nées de la dislocation de l'Empire Ottoman, conséquence de la politique anglaise



soucieuse de se ménager une situation confortable dans le Moyen-Orient, qui recèle une richesse fabuleuse en or noir. Ce qui paraît moins compréhensible, c'est la caution morale qu'elle accorde complaisamment à l'impérialisme occidental : solidarité de vieux colonialistes.

⁂

La grossière erreur de Suez, c'est d'avoir voulu faire de cette importante et grave question un cas « Nasser ».

Les Occidentaux y ont perdu la face et leurs intérêts essentiels. L'URSS y a acquis la réputation de défenseur des pays colonisés. L'Amérique a pu paraître comme ayant arrêté les Occidentaux au bord de l'abîme, et donc passe pour le défenseur de la Paix.

L'Angleterre et la France après leurs pantalonnades ont perdu le peu de prestige qui leur restait dans leurs anciennes possessions.

⁂

Pour tout esprit sensé, il n'est plus possible de mesurer l'abîme qu'a engendré la pacification malgré l'optimisme de M. Lacoste. Ce mot qu'on ne prononce plus qu'en grinçant des dents, a porté à son paroxysme la haine qui opposait initialement les musulmans aux colons fédérés puis par voie de généralisation aux Français.

Cette haine s'est matérialisée avec le net sentiment qu'ont les Musulmans d'être l'objet d'une suspicion systématique et d'une répression aveugle, entraînant sur le triple plan psychologique, politique et social une aggravation de leur situation matérielle et morale.

A la suite d'un attentat, un pauvre fellah qui venait d'être l'objet d'une vérification d'identité, sortit de la gendarmerie de Tizi-Ouzou le visage plein d'ecchymoses et de sang. Originaire des Béni-Djenad, son crime est d'être le frère d'un maquisard.

Chaque attentat est une occasion pour les forces de l'ordre de manifester de l'énervement, du désarroi et une brutalité inutile. Le mutisme des gens est significatif ; dans sa forme impassible, il rejoint la révolte des maquisards.

On ne résoudra pas le problème en ignorant systématiquement les causes essentielles du mal ; ou si, en exterminant tous ceux qui ont le courage de dire non à la domination, cela signifie qu'il faut admettre le génocide. Les masses musulmanes ne se sont pas révoltées à l'appel du Caire. Le mobile essentiel de l'insurrection, c'est la volonté de se libérer du joug colonial. Il est vain de chercher à donner une autre signification à l'insurrection. C'est perdre son temps et permettre l'accumulation des crimes et des horreurs inutilement. Le problème algérien est un problème d'indépendance.

⁂

Si j'avais la responsabilité du pouvoir, j'aurais en

premier lieu demandé une trêve qui aurait permis de jeter les bases d'une négociation loyale. On aurait ainsi fait l'économie d'une guerre.

Le socialisme a préféré suivre la voie de la guerre, une « sale guerre » inspirée par le colonialisme.

Les mains rougies par le sang des innocents et des opprimés, il peut ainsi paraître à l'opinion sous l'aspect attrayant d'un patriotisme rajeuni ; cela aura coûté quelques efforts de propagande, des milliers de vies et quelques milliards.

Le socialisme sous la direction éclairée de M. Guy Mollet aura à répondre de cette attitude devant l'histoire, car, quelle différence y a-t-il entre les enfumades des grottes du Dahra de triste mémoire et les incendies actuels de Sidi-Ali-Bounab et d'ailleurs.

On a cherché une décision militaire pour redresser la situation et c'est tout un peuple que l'on a dressé contre la France.

Après le Congrès de Vienne, la France en 1830 recherchait un dérivatif et une victoire de prestige.

1956, après Genève, nous nous retrouvons devant la même situation.

Peut-on humainement, honnêtement poursuivre l'expérience Mollet-Lacoste ? Ni l'honneur de la France ni son intérêt n'y trouvent leur compte. L'occasion a été manquée d'édifier la confédération des états nord-africains unis à la France.

L'heure est au baroud et à l'exaspération. Au terme du drame, nous retrouverons une Algérie ensanglantée et la France humiliée et blessée dans sa chair même, dans son humanisme traditionnel que l'histoire et la littérature révèlent.

Depuis deux ans que le sang coule et que la lutte prend un caractère d'exaspération inouïe, par la faute des gouvernants et plus encore par l'obstination aveugle de



politiciens se disant socialistes ; voilà qui peut surprendre et qui désespère.

Et comment ne pas se sentir désespérément triste devant tant de gâchis, persuadé que ni les incendies généralisés, ni les bombardements, ni la répression systématique ne viendront à bout de la détermination du peuple algérien dans sa lutte, pour un idéal que la France elle-même a enseigné au Monde.

Ce goût de la liberté et de l'indépendance, niera-t-on que c'est l'empreinte du génie français ? La pacification, il faudra désormais l'écrire en lettres majuscules, puisse M. Mauriac n'en être pas offensé, quel que soit son amour pour la France, c'est le revers de la médaille, c'est une tache que la France traînera péniblement dans son histoire.

Il est tout de même décevant de constater que les dirigeants français ne peuvent se hisser à la mesure de l'histoire du monde actuel.

⁂

Juin, maréchal de France, grand stratège et de surcroît algérien, se rallie à une solution fédéraliste. C'est une décision qui arrive avec quelque retard ; elle n'a plus de chance d'être admise par le peuple algérien, d'une part parce que l'exaspération de la lutte a cristallisé le sentiment national, d'autre part parce que Juin y apporte lui-même un élément restrictif en n'admettant pas le principe du collège unique.

Il est même étonnant de constater que dans tous les projets de statuts que l'on imagine, un élément domine, constante injustifiable, le maintien d'une manière ou d'une autre des privilèges des européens et leur prédominance. Les intérêts de la France et ceux des autochtones, personne n'en a cure. Faut-il s'en étonner ? Il y a 125 ans que cela dure !

Ce matin à l'aube, le canon tonne rageusement dans la montagne. Il faut une décision avant la session de l'ONU et liquider l'hypothèque algérienne devant les complications éventuelles de Suez.

*31 août 1956*

Bordj-Menaïel vient d'être le théâtre de deux attentats à la grenade faisant trois morts et une quinzaine de blessés parmi la population musulmane. Il convient d'accueillir avec beaucoup de réserve le compte rendu donné dans les quotidiens algérois. Les musulmans affirment d'ailleurs que ces attentats sont le fait des contre terroristes. Ces faits dans leur réalité dramatique viennent nous rappeler que la pacification n'a porté aucun fruit après six mois d'expérience ; six autres mois suffiront-ils à M. Lacoste ?

⁂

Le destin eût pu offrir à M. Lacoste l'ultime honneur de passer pour un héros national si son opération l'avait emporté. Fauché en plein combat pour une œuvre typiquement française — LA PACIFICATION — il eût eu des funérailles nationales et une place au Panthéon.

Mais M. Lacoste, les mains rouges de sang, devra contempler les ruines accumulées par son obstination aveugle.

De tous côtés parviennent les rumeurs les plus étranges sur les méthodes employées pour pacifier la Kabylie : violence, pressions, incendies, exécutions sommaires, brimades, travail forcé et même aux dires de certains, séances de cinéma et couscous obligatoires !

***

Il n'est pas sans intérêt de souligner quelques mots dans l'allocution de M. Lacoste : « la population musulmane s'est repliée, celle des douars demeure meurtrie et misérable... »

C'est le seul résultat tangible de la pacification. Que faut-il de plus ? A une population dominée depuis plus de 125 ans, il ne fallait pas ajouter ce surcroît de domination et de misères, dont aucune réforme ne peut effacer l'amer souvenir.

L'amertume des populations kabyles est si grande qu'il n'est plus possible de regagner leur confiance. Elles ont eu la preuve irréfutable que l'opinion française demeurait indifférente à leur massacre. Est-elle simplement mal informée ou bien, chose plus grave, est-ce l'indifférence à l'égard de populations dominées depuis plus d'un siècle ?

***

Chaque jour qui passe apporte son lot cruel de larmes

et de deuils. C'est ainsi que s'écrit l'histoire des peuples.

Les gouvernants socialistes font jouer à la France le rôle le plus odieux après une histoire qui peut paraître par moment brillante.

⁂

**Grève des écoles. Il fallait s'y attendre avec la politique de pacification conduite comme elle le fut en Kabylie.**

**Est-ce la haine ?... C'en est le commencement.**

**A tous ceux qui persistent à croire qu'il n'est de politique valable que la force, ils ont la preuve de leur sottise.**

**Par moment, on a envie de crier à tous les politicards leur ignorance qui confine au crétinisme.**

**Grève des écoles : c'est donc la rupture.**

**Reconquête et domination, il n'est plus d'autres alternatives.**

**De grâce M. Lacoste, partez et ne faites plus de mal à mon pays, comme au vôtre.**

⁂

*Affaire de Suez*

Lourdes conséquences pour les franco-anglais. L'ensemble franco-marghrébin est compromis pour toujours. Pour l'immédiat, nous assistons à un vent de haine contre la France dont les effets se traduisent par la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec le monde arabe.

La crise de Suez aura pour conséquences lointaines, des difficultés intérieures pour la France qui mettront en danger l'existence de la République. Guy Mollet aussi bien que Lacoste, malgré l'auréole de patriotisme qu'ils se sont faite ne sont pas longtemps à demeurer au pouvoir.

L'histoire aura enseigné avec la crise de Suez la fin de l'influence de l'Europe Occidentale dans le monde. D'autres puissances sont nées et d'autres idéologies se développent, aux dépens du monde, vieux continent européen, qui n'a pas su s'adapter aux conditions du monde nouveau, né de la dernière guerre mondiale.

⁂

*12 novembre 1956*
*Allocution de M. Guy Mollet*

Cette déclaration n'apporte aucun élément nouveau dans la conduite des affaires politiques et diplomatiques. Si l'Algérie demeure la préoccupation essentielle, il n'en

demeure pas moins que le gouvernement piétine et s'éloigne de plus en plus de la solution réaliste que l'on est en droit d'attendre d'un gouvernement socialiste. La crise égyptienne, les événements de Hongrie n'arrivent pas à cacher complètement l'échec de la pacification. L'Afrique du Nord, et plus particulièrement l'Algérie, est bien plus éloignée de la France après dix mois de gâchis Lacoste.

⁂

On amuse l'opinion française par des manifestations anti-communistes et anti-soviétiques. Si humainement la Hongrie ne peut pas nous laisser indifférents, il faut songer qu'une guerre meurtrière bat son plein depuis deux ans en Algérie. L'opinion française, pays de liberté et de démocratie, n'en est pas émue outre mesure ! A combien se chiffrent les morts ? M. Guy Mollet n'osera jamais dévoiler la vérité à l'opinion.

Nous assistons actuellement à une sujétion du socialisme au capitalisme le plus sordide revêtu du voile pudique du patriotisme le plus chauvin. La France fait la guerre à un peuple qu'elle eût dû instruire et libérer. Il n'y a pas lieu de s'en réjouir ni de publier des bulletins de victoire. Il n'est pas certain que ce soit les intérêts de la France que l'on défend dans cette terrible entreprise.

⁂

*Session de l'O.N.U. :*

Dernier espoir des opprimés. On voit se dresser d'ores et déjà deux camps ; d'une part les faibles et les opprimés assoiffés de liberté et d'indépendance, d'autre part, les grandes puissances qui sous des formes diverses continuent leur expansion impérialiste.

⁂

Ce qu'il y a de tragique dans la politique française à l'heure actuelle, c'est qu'on n'y trouve que du bluff. Le peuple de France, le bon peuple de France avale tout sans sourciller, confiant dans le socialisme de M. Guy Mollet.

⁂

Le communisme français n'a pas de chance de se redresser. En votant les pleins pouvoirs à Guy Mollet, il avait signé son propre arrêt de mort. La Droite qui demeure souvent réaliste, soutiendra Guy Mollet autant qu'il le faudra pour mettre bas le Parti communiste. Il s'y emploie avec un dévouement parfait.

⁂

Ce qu'on tente de faire passer pour une victoire, est une défaite diplomatique infligée à la France, une humiliation

nouvelle devant le monde arabe que M. Guy Mollet prétendait pouvoir subjuguer par une campagne d'Egypte fulgurante qui ne fut qu'un baroud d'honneur.

⁂

De plus en plus, l'idée se confirme que ni les Russes ni les Américains ne prendront la responsabilité de déclencher une troisième guerre mondiale : il y a tout lieu de penser que ne pouvant se résoudre à cette tragique éventualité, ils font tout pour se mettre d'accord sur un partage du monde en zones d'influences.

⁂

Bien que les apparences ne laissent pas de susciter des craintes, il y a eu peut-être un accord secret entre les deux grands blocs pour imposer une paix mondiale pour mille ans... Les apparences ne sont parfois qu'un jeu subtil de la diplomatie pour amuser l'opinion mondiale.

⁂

A l'ultimatum de Boulganine correspond l'avertissement de Grunther. La paix du monde qui semble devoir être plus improbable que jamais, n'est pas en danger. Pas pour l'immédiat, à moins que... l'Amérique et l'Occident ne préparent sournoisement une guerre pour le printemps prochain.

⁂

L'Egypte tient la dragée haute.

Hammarskjold réussira-t-il dans sa mission auprès de Nasser que l'agression anglo-française pose en leader du monde arabe.



⁂

Il sera difficile à la France de retrouver son rôle de « puissance musulmane » après la campagne d'Egypte ; il lui sera bien plus difficile de jouer désormais un rôle important dans l'ensemble nord-africain.

Il n'est pas possible d'aboutir à quelque résultat positif en bâtissant la politique sur le mensonge et le bluff. Le réveil est toujours douloureux quand on s'est assigné pour tâche de mentir dans l'espoir d'une amélioration intervenant miraculeusement un jour. On allait pouvoir justifier le mensonge dans l'euphorie de la réussite. La conclusion de cette entreprise diabolique ne peut être qu'un échec lamentable.

⁂

*22 novembre 1956*

M. Lacoste annonce en conseil des ministres une nette amélioration de la situation militaire sur l'ensemble du territoire algérien ; les informations immédiatement après nous apprennent qu'il y eut trois accrochages importants et de nombreux attentats...

***

La Kabylie demeure le théâtre d'une répression aveugle et sanglante. On fait mieux depuis l'exemple de la Hongrie.

***

Restriction d'essence, conséquence de la campagne d'Egypte. D'autres difficultés attendent désormais le gouvernement Guy Mollet à moins qu'il n'accepte la mise hors-la-loi du Parti communiste. Toute la politique de la Droite française est centrée sur cet objectif. Le PCF démoli, la Droite compte bien s'emparer du pouvoir et mettre du même coup le Parti socialiste au pas.

Le socialiste Guy Mollet a conduit la France au bord de l'abîme.

***

On se demande comment Lacoste subjugue le

conseil des ministres et comment il réussit à renouveler son crédit après avoir tant de fois promis des résultats encourageants de la pacification. En fait, son action n'a fait qu'entraîner la France dans une guerre sans merci contre un peuple dont l'avenir ne peut être qu'africain.

En politique, il faut se garder bien souvent d'adopter une attitude systématique contre l'évolution des peuples même si la puissance militaire permet de mater pour un moment les mouvements de libération nationale.

⁂

L'allocution de M. Guy Mollet n'apporte aucun élément nouveau, aucune proposition qui ne soit connue. Une offre de cessez-le-feu qui signifie tout simplement l'obligation pour les maquisards de continuer le combat.

⁂

Le préalable égyptien a eu pour conséquences des difficultés très lourdes pour la France, une perte de prestige certaine et un raidissement de l'opinion musulmane qui a jugé sévèrement l'agression contre l'Egypte. Suez n'a pas fini de développer ses conséquences.

⁂

Dix mois d'exercice de pouvoir, les socialistes ont fait plus de mal à la France que tous les gouvernements précédents réunis.

Le coût de la vie en cette première semaine de décembre a augmenté de près de 20 % : nous ne sommes qu'au début des difficultés, conséquence directe de la folle entreprise de Suez.



**La Kabylie connaît des jours sombres : la famine réussira-t-elle à réduire l'héroïque résistance des fils du Djurdjura ?**

**Un abîme sépare désormais l'Algérie de la France.**

# *Année 1960*

*8 septembre 1960*

Il y a deux ans De Gaulle montait au pouvoir, avec lui naissait l'espoir d'une paix en Algérie en même temps que s'amorçait le mécanisme d'une politique clairvoyante pour la France. On pensait qu'il allait se mettre courageusement au travail, il fit d'abord preuve d'un réalisme digne d'un grand politicien et d'un ardent patriotisme. Mais les forces du mal ont eu raison de son enthousiasme et de sa sagesse... Il semble à présent que la France soit retombée dans les erreurs du passé : pas plus que Guy Mollet, il n'a pu sortir de l'ornière algérienne. Les tournées apparemment triomphales en province masquent à peine l'échec d'un gouvernement qui ne sait plus offrir au bon peuple de France que les spectacles bruyants et colorés qu'il y a 20 ans, Hitler et Mussolini multipliaient pour mystifier les peuples.

« La plus grande méchanceté, c'est l'indulgence envers les méchants ».

(ROUSSEAU)

*8 décembre 1960*

Le destin de l'Algérie et la grandeur de la France se trouvent actuellement plus que jamais suspendus aux décisions du général De Gaulle. C'est un homme dont la volonté ne fléchira pas. On peut lui faire confiance.

L'homme providentiel qui peut seul ramener la paix en Algérie, c'est le général De Gaulle. Il a entrepris avec courage et lucidité la décolonisation, face à une opinion européenne exaspérée et à l'indifférence de celle de la France manifestement préoccupée par ses terribles problèmes économiques et sociaux.

Ce voyage d'où l'on doit attendre tout, marque un tournant décisif dans l'histoire de l'Algérie, de la France et même de l'Occident. Certes, très peu de gens comprennent le contexte international du problème algérien. Des esprits naïfs ont cru pendant longtemps résoudre le problème, soit en y mettant le « paquet » soit par l'usure. Les résultats de cette politique ont été décevants et ont révélé une indigence d'esprit et d'imagination qui frise la stupidité. Il semble bien que seul De Gaulle ait compris les multiples aspects du problème algérien. Son obstination à ne pas reconnaître le FLN comme interlocuteur unique tient à des raisons de stratégie politique. On ne s'expliquerait pas autrement cette volonté de prolonger les com-

bats dont il a compris l'inutilité. Si l'influence française doit se maintenir en Algérie et même en Afrique, elle ne le peut que par le consentement des autochtones. Quelle que soit la valeur de l'Européen et quel que soit son désir de demeurer français, et par conséquent, la possibilité pour la métropole de prolonger son influence, historiquement il n'est plus concevable de penser le problème algérien en terme de stratégie. Sept années d'une guerre ruineuse ont démontré que l'on n'a pas tenu compte d'atouts majeurs telle l'influence intellectuelle et spirituelle exercée pendant plus d'un siècle et qui a poussé ses racines très profondément dans l'âme de l'Africain.

A vrai dire, l'Africain, et d'une manière générale, le colonisé, n'a plus d'égard pour l'Européen dont il a senti la déchéance morale et l'amoindrissement de la puissance économique et stratégique.

Ce sont toutes ces considérations qui font que la structure coloniale n'a guère évolué sous l'influence de lentes transformations économiques, sociales et politiques.

De Gaulle a compris cette évolution et il a délibérément joué la carte française sur l'indépendance des peuples colonisés avec l'aide de la France.

⁂

> « La réalisation d'un fait exige la réalisation de ses conditions ».
>
> (Cl. BERNARD)

*9 décembre 1960*

Je reçois aujourd'hui, après 15 jours d'attente, une lettre du ministère m'annonçant le succès définitif à l'examen du CAIP avec un rang confortable : 18ᵉ sur 64 candidats admis. Il n'y eut pas moins de 300 candidats dont 90 furent admissibles.

Quand je fais un retour sur l'année écoulée, année de labeur intense, je mesure toute l'ampleur des efforts qu'un être humain est capable de fournir en vue d'un but précis.

Certes, dans tout examen, il y a l'intervention du facteur chance. Il est pour vous ou contre vous. Mais, il y a aussi et surtout l'effort intelligent et conscient. En tout premier lieu, il faut avoir conscience des difficultés de l'examen qui nécessite une vaste culture, résultat d'une lente assimilation et non d'une accumulation de connaissances. Il convient également de saisir d'instinct si l'on y a été préparé, qu'une solide culture philosophique est indispensable pour réussir les dissertations qui sont proposées à la réflexion des candidats. L'esprit philosophique est aussi nécessaire que les connaissances précises. C'est lui qui donne l'assurance et la lucidité dans la discussion des problèmes humains qui sont les thèmes essentiels des devoirs de culture générale ou de pédagogie. A travers l'évolution de la pensée humaine, c'est sur ces problèmes

qui touchent à notre destin, au sens du progrès, que glisse perpétuellement la réflexion sans jamais connaître de repos ou de terme.

Il semble d'autre part, qu'un élément capital mérite particulièrement l'attention des candidats ; c'est la préparation psychologique ou mieux la mobilisation psychique à l'approche de l'examen, que l'on obtient aisément avec la décontraction et le repos physique et moral pendant la semaine qui précède l'examen.

⁂

*10 décembre 1960*

Une fois de plus Alger vit des heures d'angoisse et l'Algérie tout entière est secouée par les remous du drame cruel qui dure depuis sept ans...

Sept ans de guerre injuste, de deuils, de cruautés, de souffrances. Soustelle, Guy Mollet, Lacoste, Salan, de Serigny, Lagaillarde, Ortiz... des noms, des intérêts, de la boue et du sang ; des formules creuses sans réalisme et ne recouvrant aucune réalité, aucun espoir de sortir du cercle infernal... Des formules chargées de passion explosive auxquelles des milliers d'hommes et de femmes s'accrochent désespérément et qui font naître dans leur cœur le doute, la peur, la haine. Des musulmans et des européens opposés, exaspérés par les jeux subtils de la politique, par l'impossibilité où se trouvaient le droit et la raison de triompher, par la peur atroce du lendemain et les slogans criminels : « la valise ou le cercueil », « le chaos »...

De Gaulle, la loyauté, la discipline, le respect des principes républicains... Le visage de la France enfin retrouvé malgré le doute qui serre la gorge comme l'angoisse de la mort.

Le droit à l'autodétermination, une nouvelle page de l'histoire ; la décolonisation, le génie de la France qui s'ouvre sur l'avenir pour une œuvre nouvelle et exaltante... Des millions de musulmans criant « Vive De Gaulle ! » hurlant la « Paix » parce qu'ils ont le plus souffert, parce

qu'ils ont été meurtris, bafoués au nom du Droit et de la Justice, parce que pendant un siècle, ils ont subi la loi honteuse de la minorité.

Les musulmans n'ont pas la haine de l'Européen et moins encore celle du Français. Dans un monde en perpétuel devenir, ils réclament leurs droits, leur dignité d'homme, un cadre national, l'amitié du grand peuple de France au passé révolutionnaire légendaire.

Que cet élan vers l'idéal, vers l'égalité, vers la fraternité ait été déformé, qu'il ait donné l'occasion aux criminels de frapper, de torturer, de détruire, d'humilier...

Le peuple de France en frémira d'horreur quand il saura la vérité et l'histoire en jugera.

Soustelle, Guy Mollet, Lacoste, Lagaillarde, de Serigny, sept années de gâchis, sept années d'une terrible histoire où tant d'innocents, tant d'honnêtes gens ont été détruits, meurtris...

En face de ce torrent de boue et de sang... Un homme loyal, l'honneur de la France, une France résolue à mettre un terme au drame, juste et éternelle, un homme courageux et sublime qui veut la PAIX et qui la gagnera...

***

*11 décembre 1960*

S'agissant des musulmans, l'armée n'a pas hésité à faire usage de ses armes... Bilan, annonce-t-on : 125 morts et de nombreux blessés ; rien ne peut justifier cet acte qui dénote un état d'esprit, une attitude hostile à l'égard de manifestants dont le seul crime était d'arborer le drapeau vert et blanc. Et, cependant, les déclarations du Chef de l'Etat définissent clairement l'Algérie de demain... Comment peut-on reprocher à ces manifestants d'exprimer leur volonté ? Au cours de son voyage actuel, De Gaulle ne cesse de répéter que le destin de l'Algérie est entre les mains des Algériens. Quelle que soit la résonance du slogan « Algérie Française », peut-on admettre que les musulmans soient massacrés pour avoir crié « Algérie Algérienne » ? Pense-t-on sérieusement qu'on puisse étouffer l'idée nationale ? A-t-on cru sérieusement qu'il y a eu un 13 mai ?

Le vrai problème, le seul douloureux et tragique, est l'existence de deux communautés dont le rapport est de un à neuf. La minorité ayant pendant un siècle, avec une inconscience qui frise la stupidité, ignoré l'existence d'une masse musulmane brimée, bafouée, humiliée, assoiffée de liberté, misérable et muette.

A-t-on sérieusement cru que la minorité allait pouvoir pendant longtemps encore continuer à agir, parler, décider au nom de tous ?

Il semble que tout le tragique du problème algérien

est dans cette attitude de l'Européen qui n'a pas encore pris conscience qu'un nouveau chapitre de l'histoire commence.

⁂

*12 décembre 1960*

Aujourd'hui encore le sang a coulé à Alger et à Oran. Les manifestants comme hier ont brandi le drapeau vert et blanc. L'idée nationale est devenue une réalité indestructible ; sept années de guerre et de souffrance l'ont fortifiée malgré le calme apparent à Alger depuis le 13 mai... Tourner le dos à la réalité est une politique incohérente. La presse et la radio n'ont pu ramener les musulmans dans la voie de « l'Algérie Française ». On dit que l'histoire est irréversible, elle administre de cruelles leçons à tous ceux qui veulent en barrer le cours. On peut même se demander si l'intérêt de la France et des Européens d'Algérie, n'est pas d'accepter loyalement cette évolution vers une « Algérie Algérienne » que De Gaulle tente vainement de faire admettre. En Algérie, l'opinion européenne cristallisée depuis un an dans le FAF est résolument opposée à la politique du Chef de l'Etat. Elle voit dans l'Algérie française en même temps que des satisfactions d'amour propre, la garantie de ses droits. Pour certains malheureusement, le maintien des privilèges est assuré par l'existence de cette entité qui a le privilège de mobiliser toutes les passions lourdes de craintes et de patriotisme. Deux jours durant, ils ont manifesté bruyamment et violemment dans les rues du centre de la ville ; le service a pu les contenir sans qu'il ait eu à se servir de ses armes, en usant de grenades lacrymogènes et d'une grande patience.

Il en fut tout autrement pour les manifestants musulmans. Enhardis par le voyage et les déclarations du président de la République, ils ont cru pouvoir exprimer

leur volonté en organisant des contre-manifestations pour signifier aux autorités qu'ils ne sont pas pour une « Algérie française », mais pour l'autodétermination. J'imagine que les services d'ordre et l'armée ne sont pas assez naïfs pour penser sérieusement que les musulmans aient pu fraterniser avec les troupes de Lagaillarde, Serigny, Ortiz... Le 13 mai n'a guère laissé de trace qu'un souvenir burlesque d'une ville énervée, fatiguée, hurlant n'importe quoi sous l'effet de la peur... Une fois les lampions éteints, les réalités algériennes suivirent implacablement le cours d'un tragique destin. Des élus « préfabriqués » d'une part, qui ne représentaient qu'eux-mêmes et n'avaient pour tout mérite que de s'être laissés porter au pouvoir, une population européenne satisfaite d'une opération à si bon compte, croyant ou feignant de croire que la guerre était finie et le musulman redevenu docile, la masse musulmane meurtrie et muette, rendue méfiante et attendant l'occasion d'une nouvelle explosion. Bilan du drame à ce jour : 90 morts et des centaines de blessés... Pendant ce temps, De Gaulle poursuit imperturbablement un voyage tout à fait présidentiel, en se faisant acclamer par les musulmans au nom de « l'Algérie algérienne ».

Cependant, quand on analyse froidement l'attitude du Chef de l'Etat, il semble bien qu'il soit le seul homme qui ait compris le fond du problème.

Il est peut-être le seul homme à pouvoir mettre un terme à la tragédie algérienne.

Six années durant, on a heurté de front le nationalisme algérien avec des moyens puissants, sans parvenir le moins du monde à le réduire. Ce problème dont De Gaulle a pu dire non sans raison qu'il est posé depuis 130 ans, et qu'il n'a pas la prétention de le résoudre d'un coup de baguette magique, a vu s'accumuler au hasard des gouvernements qui se sont succédé, des erreurs inqualifiables et tragiques.

*13 décembre 1960*

Il faut regretter que le service d'ordre se soit conduit avec tant de brutalité à l'égard des musulmans. Plus d'une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés, c'est-à-dire que la répression a été impitoyable. Il ne semble pas que ces expéditions punitives soient conformes à la ligne politique tracée par le Chef de l'Etat. Le sang des innocentes victimes retardera pour longtemps encore la solution du problème algérien et le retour à l'apaisement. De la Casbah, comme de tous les quartiers musulmans, se sont élevé des cris de haine contre l'Européen... Le sang ne pouvait en aucune façon ramener la paix dans les esprits. On a vu une jeunesse décidée à mourir pour un idéal d'indépendance ; on n'a pas entendu de voix hostiles à la France.

Comment expliquer les contre-manifestations des musulmans ? Comment expliquer qu'elles aient pris cette soudaine violence et cette ampleur ?

Après la bataille d'Alger et la terrible répression exercée par les paras de Massu, Alger a semblé retrouver un calme qui n'était qu'apparent. Si même au 13 mai il y eut, comme on a bien voulu l'affirmer, une fraternisation, les musulmans n'ont pas renoncé pour autant à leur idéal national. L'idée nationaliste ne meurt jamais même quand on a fait disparaître ses défenseurs.

Le 24 février eût dû servir d'avertissement au FAF et aux Européens d'Alger que la masse musulmane ne les

suivait pas. Le contexte politique ayant changé, De Gaulle au pouvoir, les musulmans ont repris confiance et ont cru à la loyauté du Chef de l'Etat dont ils attendaient sincèrement un acte de justice. Je n'ai pas l'impression qu'à aucun moment ils aient pu attacher une importance quelconque à Lagaillarde, ni même que l'idée d'une Algérie française ait eu quelque écho dans leur cœur. C'était une formule, reprise et amplifiée par la presse et la radio, qui intéressait certes, et passionnait les Européens, une minorité de musulmans fraîchement nantis, mais qui avait le gros défaut de voiler les réalités algériennes implacables et demeurées intactes.

L'erreur capitale, grosse de conséquence, est celle qui consiste et qui a toujours consisté à étouffer l'opinion musulmane. L'Européen a pris l'habitude de parler et d'agir au nom de tous, sans se soucier des sentiments profonds de ceux qu'on a toujours considérés comme de grands enfants sensibles au seul argument de la force brutale. Les Européens d'Algérie n'ont-ils pas donné le spectacle inouï de vouloir imposer leur lot au pouvoir central ? C'est un raisonnement d'une simplicité naïve qui nous a valu les multiples et tragiques événements que nous vivons depuis deux ans.

« Une orchestration de l'opinion, quelques manifestations violentes et le gouvernement central pris de peur ne peut que se ranger à notre point de vue ». « L'Algérie sera française ou nous casserons tout » !

C'est dans cette intention que furent organisées les manifestations du 9 décembre. Décidés à faire entendre leur voix, les musulmans sont sortis de leur réserve.

*14 décembre 1960*

Comment expliquer que deux jours durant, la manifestation des Européens se soit développée avec violence et que l'intervention des forces de l'ordre se soit limitée



à l'usage de grenades lacrymogènes ? Comment expliquer et justifier le massacre de la Casbah ? Cet incident trop grave dont on ignore encore l'origine exacte, exercera une influence désastreuse sur la politique française en Algérie, en Afrique du Nord et dans tout le continent africain.

Le problème essentiel est de savoir comment il est possible de ramener la confiance chez les musulmans. Tout est là. Il ne semble pas que le problème des relations France-Algérie puisse véritablement être mis en question, quand bien même actuellement, tout nous paraît dans un jour sombre.

*16 décembre 1960*

Des mesures sévères ont été décidées à l'encontre des dirigeants du FAF. Il y a longtemps qu'en France le pouvoir semblait manquer de vigueur et de décision, devant une minorité d'activistes dont les intérêts égoïstes orientaient toute la vie politique. Il se trouve qu'en Algérie, plus que partout ailleurs, on a assisté à une conjonction d'intérêts sordides, autour d'un régime qui conduisait l'Algérie au désordre et la France vers les pires aventures. Pendant des décennies et impunément, on a pu faire échec à toute tentative de politique libérale, à tous les élans de généreuse compréhension humaine du parlement et des hommes politiques français. On a créé et lancé des mots d'ordre haineux et mensongers : « l'anti-France » devait justifier tous les errements politiques, toutes les exactions, tous les crimes de l'Algérie martyre. Il est à peine besoin de souligner la politique haineuse et criminelle des Ultras qui, défendant leurs intérêts, oublient ceux de la France.

Mais comment ramener la confiance et la paix dans les cœurs des hommes qui vivent dans ce pays ? Comment faire comprendre aux Européens qu'ils signent leur

arrêt de mort en s'obstinant à ne pas vouloir tenir compte des réalités algériennes ? Elles se résument dans quelques mots d'une brutalité exaspérante, désespérante : une Algérie indépendante, un cadre national, seule garantie des droits de l'homme.

Cet Algérien à qui l'on a refusé pendant un siècle le droit de se dire Français ou Algérien. Il est rare que l'être humain oublie les blessures d'amour propre, il est rare qu'il pardonne l'humiliation. Il est regrettable que le musulman algérien ait vécu si longtemps « le temps du mépris »...

Ni les paroles rassurantes de De Gaulle, ni la volonté consciente du peuple de France d'en terminer avec l'ère du colonialisme, n'ont pu ramener la confiance, ce facteur essentiel, pour édifier l'Algérie de demain. Il est vrai que le spectacle « des ratonnades » auxquelles nous avons assisté durant les sept années de guerre, n'est pas pour inspirer des sentiments de fraternité et de loyale collaboration. Je m'obstine à penser que l'erreur impardonnable a consisté à ne penser le problème qu'en termes de guerre. Le rapport des forces étant apparemment disproportionné, on a cru que de simples opérations de police suffiraient à ramener le calme. On en vint, à force de cécité politique, à une extension rapide de l'insurrection, puis peu à peu au raisonnement absurde de la guerre à outrance, à la politique du « gros paquet » pour en finir. Il eût été si simple de penser qu'on ne tue point l'idée nationale par les balles ou les bombardements. De mouvement insurrectionnel, le drame algérien prit rapidement le caractère d'une guerre atroce, pour les uns de libération, pour d'autres de reconquête : duel terrible où l'honneur de l'armée fut engagé. Ce fut la seconde erreur impardonnable dont le gouvernement aura à répondre devant l'histoire. Le mot « pacification » ressuscité pour la circonstance... devait conduire progressivement la



France sur des positions où toute tentative de paix semblait devoir prendre le caractère d'une défaite.

On savait bien que l'armée humiliée en Indochine, en Tunisie, au Maroc, allait chercher une revanche en Algérie... Mais contre qui ? Contre un peuple malheureux et meurtri qui demande sa libération et bientôt contre la République elle même, dissolue, dont le gouvernement et les institutions partaient en déliquescence.

*19 décembre 1960*

Si les hommes écoutaient un peu moins la voix de l'intérêt personnel et leur stupide ambition, il y a longtemps déjà qu'on aurait vu poindre à l'horizon l'aurore d'une paix indispensable à la France et à l'Algérie, car la première n'a que faire d'une gloire militaire qui ne peut que ternir son passé prestigieux et la seconde se passerait bien d'une lutte disproportionnée au bout de laquelle il n'y a que ruines et deuils.

⁂

De Gaulle vient de réaffirmer solennellement le principe d'une Algérie algérienne et de l'autodétermination. S'adressant au peuple français, il lance un véritable appel pour un OUI massif, en vue de commencer l'édification de l'Algérie nouvelle. Malgré de forts courants d'opinion résolument opposés à sa politique, il aborde sans hypocrisie l'examen lucide du problème algérien. Si la France a opéré un miraculeux redressement après la guerre de 1939-45, il n'en reste pas moins qu'elle doit s'adapter au monde actuel dont l'une des exigences essentielles est la décolonisation. Douze pays africains ont été libérés et jouissent de leur indépendance grâce à la volonté consciente de la France. Le drame reste au cœur de toutes ses préoccupations. Les rêves nébuleux et les chimères de quelques attardés politiques ne changeront pas le cours de l'histoire. L'Algérie tout comme les pays noirs doit accéder à son autonomie parce que cela est conforme à l'histoire, à la raison et au génie de la France.

Le second point sur lequel le Chef de l'Etat insiste particulièrement est celui de la minorité européenne. La France prend l'engagement solennel de lui garantir des droits égaux à ceux des musulmans. Il ne peut être question de les abandonner.

Il lance à nouveau l'appel pour un cessez-le-feu.

Il annonce la mise en place d'institutions provisoires qui prévoient un exécutif algérien et des assemblées, en attendant l'autodétermination.

L'effort financier et l'aide que la France apporte à l'Algérie pour l'équiper et la moderniser seront continués et développés.

Une fois la paix revenue, le peuple algérien se prononcera librement sur le choix de son destin.

Il n'est pas dans ces déclarations des points nouveaux et qui puissent bouleverser la stratégie du Général en ce qui concerne la marche prudente et assurée vers la paix.

⁂

La volonté de De Gaulle appliquée à la recherche de l'impossible paix en Algérie trouvera-t-elle suffisamment d'appuis dans l'opinion française pour triompher des forces du mal ? Il y a quatre ans, l'opinion en France s'était rangée derrière Guy Mollet qui eût pu à cette époque mettre un terme au drame algérien. Cette occasion manquée, la situation s'est dégradée progressivement pour ne plus laisser qu'une marge de manœuvre très mince ; actuellement très minces sont les chances de paix honorable pour les deux parties. Le 13 mai que d'aucuns ont l'air de présenter comme l'ultime occasion manquée, n'a en réalité rien apporté de constructif au mythe de l'Algérie française. Il aura été, à bien peser les faits, pour les apprentis politiciens, l'occasion de s'entraîner dans la technique du coup d'Etat. Au total, le seul bénéfice qu'on en ait tiré ce sont trois années de guerre terribles, plus acharnées que les précédentes et deux autres tentatives de coup d'Etat dont le bilan est tragique pour les Français comme pour les Algériens. Nous nous retrouvons donc aujourd'hui avec une situation bien moins favorable qu'elle ne l'était il y a quatre ans, sur le plan intérieur comme sur le plan international, malgré la vigoureuse et très habile intervention des pays noirs d'expression française. Il y a beaucoup de réalisme dans cette attitude que réprouvent la



majorité des Afro-Asiatiques, en ce sens qu'elle accroît l'autorité du général De Gaulle au moment même de la bataille du référendum. Peut-être ont-ils compris que leur appui va permettre au Chef de l'Etat d'amorcer un processus de paix, qu'aucun homme politique n'a pu mettre en mouvement. Quant « au reste » personne ne se fait guère plus d'illusion, même pas les Ultras qui ont signé leur condamnation avec les outrances et les excès du 24 janvier et ceux du 9 décembre 1960.

Mais, l'opinion en France a-t-elle vraiment secoué son indifférence et désire-t-elle fermement la paix ? Tout porte à le croire. Non seulement par lassitude, mais aussi et surtout par une prise de conscience très nette qu'un drame véritable déchire l'Algérie. Les Français ont compris que la paix est indispensable pour la remise en ordre des affaires françaises.

On a dit et répété que cette guerre coûtait peu à la France, que du moins les dépenses qu'elle entraînait étaient insignifiantes par rapport au budget national, selon l'astucieux raisonnement de M. Lacoste, qu'enfin dans une certaine mesure, elle permettait à l'industrie française de tourner rond. Que n'a-t-on poussé le raisonnement jusqu'à démontrer que cette guerre créait aussi de la richesse ?

L'armée par son attitude très digne a manifesté qu'elle entendait demeurer fidèle au général De Gaulle et à la nation.

Cependant, la déclaration de ce soir constitue un fait nouveau en soi par le ton décidé du Chef de l'Etat qui entend associer le peuple français à une grave décision politique mettant en jeu l'avenir même de la France. Il a en second lieu démystifié l'opinion qui ne pouvait se libérer du mythe de l'Algérie française qui ne reposait sur aucun fondement, mais qui exerçait une influence sur une fraction de la population apeurée, à la manière d'un sortilège.

*6 janvier 1961*

Allocution du général De Gaulle.

Le logicien a donné toute la mesure de la puissance du verbe. C'est une allocution qui va droit au cœur, mais qui ne laisse pas indifférente la raison. Le ton est d'une telle élévation qu'il n'est plus possible de soupçonner De Gaulle de machiavélisme. La guerre d'Algérie a conduit la France au bord de l'abîme. Ce n'est rien moins qu'une « petite chose » qui, cependant, comporte de « grands effets ». Les incidences économiques, politiques, internationales que le drame algérien exerce sur le pays sont incalculables et mettent en péril l'unité française. C'est un appel direct à la nation ; le pays saura-t-il entendre l'appel angoissé d'un homme de 72 ans, qui veut sauver ce qui peut l'être et qui rêve d'une grande construction politique africaine où la France peut encore jouer un rôle capital.

*7 janvier 1961*

Pour terminer ce cahier de réflexions vécues presqu'au jour le jour, je veux ce soir essayer de traduire mon état d'âme imprégné de calme bonheur. Jamais la douceur de vivre ne m'a paru si pure, ni si intense. Il suffit quelquefois d'un rayon de soleil ou d'un sourire ami, pour dissiper chagrins et soucis, pour que la vie reprenne de la valeur et un sens.

*Aimer et se sentir aimer procure de l'apaisement et donne du courage pour regarder la vie et tous les méchants bien en face. On a beau se moquer de l'amour, il demeure le principe même de toute jeunesse, de tout ce qui est beau et mérite d'être admiré ou adoré.*

# *Réflexions sur les centres sociaux éducatifs*

*9 août 1961*

Entretien avec M. le Recteur G. Mayer qui me propose le poste de chef de service adjoint dans les Centres sociaux éducatifs en vue de seconder M. L..., inspecteur d'Académie appelé aux fonctions de Maître de conférence à l'Université d'Alger. M. le Recteur m'expose brièvement la doctrine de l'institution chargée de promouvoir une éducation de base en Algérie. Lui même et M. L... veilleront à la bonne marche du service, et m'accorderont leur concours actif. Une entrevue est organisée par les soins du rectorat avec M. L...

*10 août 1961*

M. L..., chef de service, m'explique rapidement l'organisation et la marche du service qui comprend plusieurs secteurs avec de nombreux bureaux. Le réseau des centres sociaux éducatifs couvre l'Algérie et son importance est telle qu'il y faut de l'autorité et un dynamisme exceptionnel.

Il me fait visiter l'atelier d'imprimerie. On me rassemble une documentation réalisée dans les ateliers mêmes du service.

J'y rencontre M. Feraoun *, un mien ami et nous échangeons rapidement nos points de vue sur notre collaboration future.

* M. Feraoun, victime de l'attentat du 15 mars 1962.

Il convient de persévérer dans la voie que je me suis tracée. Noter minutieusement au jour le jour, la vie des centres sociaux, c'est un vaste champ d'observation psychologique où j'apprendrai à connaître l'homme au sens plein du terme, l'homme acteur dans la vie.

Ce soir, nous avons décidé M. M..., A... et moi de l'installation de mon bureau dans la salle de conférence. C'est une salle immense du château, avec de magnifiques baies en ogives ornées de vitraux aux couleurs gaies.

Une immense cheminée de marbre centrale dresse ses colonnes avec ses supports corinthiens. Elle est ornée d'arabesques et d'une inscription assez difficile à déchiffrer car les caractères arabes entremêlés ne sont pas faciles à lire. J'ai pu comprendre : « la paix » (la tranquillité dans la vie) assure la richesse (entendez le bonheur). C'est sans doute quelque Raïs de l'époque turque qui, fatigué de bourlinguer sur les mers, de pratiquer la piraterie, est venu prendre du repos dans un cadre tranquille et qui a cru pouvoir résumer sa vie tumultueuse dans une formule frappée, qui fait de la paix la condition essentielle du bonheur. Au-dessus de la table de cheminée, une immense glace dresse aussi son ogive pour être en harmonie avec l'ensemble. Deux bustes représentant en plâtre deux têtes romaines, une femme et un homme, une diane et une figurine que je ne pus identifier, complètent la décoration.

*28 septembre 1961*

Il ne me semble pas que j'aie l'air d'un conquérant ou que mon attitude vis-à-vis du personnel ait pu le laisser supposer. Je ne suis pas l'Arabe à complexes, ma dignité sera sauvegardée quel qu'en soit le prix. Il convient de montrer qu'un musulman a le devoir de se montrer à la hauteur d'un poste qui lui a été confié, qu'il peut assumer les responsabilités de Chef de service. Il est curieux de constater que les Européens sont ravis de voir « le petit



Arabe tout penaud, tout timide, mesuré dans ses paroles et dans ses gestes ».

Tout le drame algérien est là. Quand on comprendra que le musulman est un être humain comme tous les autres, que la coloration de la peau ne confère aucun privilège, il sera alors possible d'entrevoir la reconversion des esprits et la fin du drame.

*4 octobre 1961*

M. B... est venu m'exposer de vive voix les difficultés qu'il a rencontrées et la manière élégante avec laquelle il les a résolues.

La Grande Kabylie est semble-t-il un point névralgique. Les foyers de jeunes ont été systématiquement désertés parce qu'il y avait la présence de l'armée. La seule vue de l'uniforme fait se cabrer les jeunes kabyles, tant l'armée a été rendue impopulaire par les injustices et les exactions de harkis ou d'officiers. On n'a pas tenu compte de l'aspect psychologique du problème. Le kabyle est fier, sensible, chatouilleux pour toutes les questions qui touchent à l'honneur ; le militaire, qu'il soit français ou musulman, n'a pas compris la rigueur des mœurs et leur intransigeance. L'armée n'est pas haïe parce que c'est l'adversaire qui vous impose un combat inégal, elle est apparue comme l'intrus qui est venu rompre l'équilibre d'une vie ancestrale, respectueuse des femmes, des convenances, intransigeante et stricte sur les mœurs. Le regroupement, la guérilla ont brisé toutes les structures... L'armée est rendue responsable de cette désorganisation que le kabyle ne semble pas vouloir pardonner facilement.

*11 octobre 1961*

Pour avoir accepté d'assumer des responsabilités dans les centres sociaux, il me faut toujours garder l'amour de l'Homme, cette richesse de cœur qui m'a fait toujours

éprouver de la sympathie pour tout ce qui vit et pour tout ce qui pense.

*13 octobre 1961*

Le service des C.S.E. n'est pas la Babel où doivent se nouer des intrigues de scribouillards ; c'est une œuvre d'importance qui intéresse les hommes déshérités de ce pays, les humbles, ceux-là mêmes qui ont besoin d'être aidés, soutenus et compris. Ce sont mes frères, mes frères misérables et souffreteux, qui ont besoin de toute notre sollicitude, de notre amour.

*15 octobre 1961*

Il ne suffit pas de donner l'apparence de travailler. Il faut rechercher l'efficacité. L'exemple le plus valable nous est fourni par l'éducation nationale et plus particulièrement par l'école primaire que l'on devrait nommer d'un terme qui marque sans équivoque son rôle indiscutable. L'efficacité réside dans un travail en profondeur qui renonce de propos délibéré à l'apparat, à l'agitation vaine, à l'enflure des titres sensationnels qui se rapprochent davantage de l'opération commerciale ou du théâtre que de l'éducation véritable. *Eduquer, c'est bâtir du solide, c'est forger des âmes et des cœurs, c'est former des hommes qui verront clair en eux-mêmes et dans l'avenir. Avec des moyens et des procédés différents, l'éducation peut-être donnée à tout âge et sous n'importe quelle latitude.*

*19 octobre 1961*

L... me signale des difficultés rencontrées par des chefs de centres auprès des officiers SAS après le transfert des foyers de jeunes. Si à l'échelon supérieur l'opération a été admise loyalement, nous savons par contre que des réticences se manifestent localement. Par le moyen des



foyers de jeunes, les officiers avaient une prise sur la population. L'importance politique des Foyers de jeunes et leur action sur la masse ne leur a pas échappé, c'est une vérité évidente que le transfert n'a été admis par beaucoup qu'avec des grincements de dents. Qu'ils cherchent à présent à y conserver une influence, cela ne doit pas étonner. Il appartient aux inspecteurs départementaux et aux chefs de centres de jouer le jeu et d'aplanir les difficultés.

A Tolga, le commandant de SAS, B... prend une mesure d'interdiction de séjour à l'encontre de son chef de centre. A Philippeville, c'est le capitaine H... qui continue d'imposer sa présence dans le centre.

A.X..., le Chef de SAS demande au chef de centre C... de servir d'agent de renseignements. Il ne sera pas facile aux centres sociaux de se libérer totalement de toute influence politico-militaire.

*21 octobre 1961*

On me signale un incident banal. Sur le tableau d'affichage un partisan de « l'Algérie Française » a écrit « l'O.A.S. VEILLE », en dessous, un adepte de l'Algérie algérienne réplique « le F.L.N. SURVEILLE ».

Le service des centres sociaux, comme toutes les autres administrations, n'échappe pas à l'antagonisme des deux communautés qui se partagent actuellement la scène politique. Si l'on pouvait se tendre la main par-dessus des mots creux, on comprendrait peut-être qu'il y a autre chose à faire dans ce pays que s'entredéchirer.

*22 octobre 1961*

Mme et M. Marchand * ont été nos hôtes ce soir,

* M. Marchand, victime de l'attentat du 15 mars 1962.

nous les reçûmes de la manière la plus amicale et le plus simplement du monde.

Feraoun y était. C'est dans une chaude atmosphère familiale, rendue plus gaie par la présence de mes six enfants, que nous prîmes une légère collation tout en abordant divers sujets littéraires et d'actualité. Les M... sont charmants ; ils ont cette élévation d'âme et cette générosité que l'on ne rencontre que chez les gens bien nés, « les enfants de famille », dit-on chez nous. Nous avons beaucoup ri et notre bavardage se prolongea tard dans la soirée.

*23 octobre 1961*

Il faut maintenant se décider à effectuer des tournées d'inspection. Mon premier objectif sera la Grande Kabylie. M. B... m'attend demain à Guynemer, de là nous gagnerons Azazga où nous visiterons rapidement un centre.

La Kabylie est une région très difficile. Ni les CSE, ni les Foyers de jeunes tenus par l'armée ne semblent avoir pris de l'extension.

Engagé à fond dans la lutte de libération, le Kabyle est devenu méfiant et réticent partout où l'armée s'insinue. Il y a d'autre part, une cause importante à souligner : partout où les centres et les foyers de jeunes ont manqué de tenue morale, les Kabyles ont déserté. Une morale stricte en rapport avec les mœurs sévères est un facteur primordial de réussite. Tout le personnel devrait en être convaincu. Lorsqu'un centre s'insère dans une collectivité, il convient qu'il ne heurte pas les mœurs et les traditions ; son rôle n'est point de bousculer les structures traditionnelles, mais d'éveiller les intelligences et les cœurs au rythme de la vie moderne, à l'hygiène, à l'organisation d'une existence mieux équilibrée et plus rationnelle. Il semble que B..., jeune parisien, ait compris le sens de l'œuvre à promouvoir et l'importance des hautes vertus



morales et sociales fort en honneur en milieu musulman.

*9 novembre 1961*

Inspection de la circonscription d'Alger Est. L'inspecteur Ould Aoudia * vient nous chercher, M... et moi-même pour nous conduire au centre de La Redoute, implanté au cœur même d'un bidonville. Le centre est dirigé par M. Bouata, un instituteur d'apparence calme et tranquille. Il nous fait les honneurs de la maison. La classe de préscolarisation compte une cinquantaine de fillettes, on en compte presqu'autant dans la classe des garçons. L'atelier féminin est animé par Mme L... qui accomplit sa tâche avec dévouement. On réalise des travaux de couture ou de tricot utiles. Dans le centre, fonctionnent aussi deux classes de désanalphabétisation qui reçoivent l'une des adolescentes, l'autre des garçons à partir de 14 ans. L'atelier « FER » comprend sept groupes d'élèves dirigés par un moniteur qui semble avoir de l'autorité et beaucoup de compétence.

La population aime et fréquente le centre. Il convient de signaler que le personnel est très respecté et n'a jamais eu à souffrir de malveillances même aux journées troublées d'avril et de janvier.

Dans la même matinée, nous visitons un centre social important : Bel Air. Ce centre est inséré au cœur même des collectivités qui peuplent un bidonville misérable et grouillant.

Sur le plan sanitaire, un nombreux public est accueilli tous les jours pour recevoir les soins courants. De plus, une sage femme est habilitée pour examiner les futures mamans et les conseiller. A cet effet, la sage femme transporte avec elle un énorme poupon en celluloïd pour

---

* M. Ould Aoudia, victime de l'attentat OAS du 15 mars 1962.

effectuer des démonstrations de soins à donner aux bébés. En sus des interventions journalières, il est donc dispensé un enseignement sanitaire auprès des familles que la sage-femme va visiter régulièrement.

La tournée se termine par la visite d'un petit centre familial qui, administrativement, n'est pas intégré dans les centres sociaux éducatifs, « Ouchayah Bel-Air », tel est le nom de ce centre. Il est tenu par une infirmière, Mlle Berjur, qui possède l'âme d'une sœur de charité pour avoir accepté de vivre dans ce coin retiré, d'accès difficile, au milieu d'une population misérable, travaillée par la propagande et prête, semble-t-il, à tous les excès.

Elle nous accueille avec un sourire tranquille, elle vit parmi les populations les plus déshéritées de la banlieue algéroise. Elle soigne, enseigne, éduque, réconforte, encourage, intervient de jour comme de nuit, infatigable et toujours dévouée ; elle accomplit un véritable sacerdoce dans cette banlieue turbulente. Il faut aussi dire qu'elle est récompensée puisqu'elle jouit d'un respect quasi religieux, jamais un regard mauvais, jamais une parole déplacée. Semblable à une sainte, elle évolue parmi les éléments les plus troubles, dispensant aux uns et aux autres des bienfaits par amour de Dieu et de l'humanité. Le 22 avril, alors que la foule exaspérée déferlait vers la ville, il n'y avait pour elle que des regards d'amitié et de reconnaissance marqués par le « bonjour » coutumier qui jaillissait spontanément des bouches qui, à quelque distance de là, vomissaient des injures, des cris de haine et de vengeance.

*10 novembre 1961*

Des difficultés nous sont signalées à Oran où la plupart des centres ont fermé leurs portes.



***

M. B..., Inspecteur départemental de la Grande-Kabylie, m'expose la situation délicate du centre de Djemaâ Saharidj implanté au cœur même du Djudjura. Les difficultés sont nées d'un malentendu avec les militaires qui portent des accusations à caractère politique sur le personnel, qu'ils taxent de « pro-FLN ».

Voici les faits dans leur simplicité : depuis peu est arrivée au centre, recrutée comme monitrice, une jeune fille dont le père est agent de renseignements. Elle a dû rapporter à son père des propos qui lui semblaient suspects et le fait que certains moniteurs cherchaient à écouter les émissions FLN

D'autre part, des attentats ont eu lieu dans le village. Les Mokhaznis servant dans les SAS sont particulièrement visés ; ils rendent les moniteurs responsables de cette situation. Des menaces ont déjà été proférées à leur égard et le chef de la SAS ne cesse de mettre en garde le personnel d'avoir à se méfier « qu'un jour ou l'autre les Mokhaznis exaspérés ne viennent tirer dans le tas ».

Le 2 novembre a été l'occasion pour susciter un incident : au réveil on pouvait lire en lettres bleues sur les murs du centre les initiales FLN. C'est alors que les moniteurs se sentirent en danger. Pour mettre un terme à une situation qui pouvait s'aggraver d'un moment à l'autre, l'inspecteur B..., en accord avec le Sous-Préfet de Bouira, décida de fermer le centre pour quelques jours.

***

Le centre social a l'ambition de promouvoir les populations musulmanes déshéritées vers un niveau de vie moderne ; il se penche avec attention sur l'ensemble des

problèmes ; il lutte contre l'ignorance, la misère et la maladie. Il agit de sorte que les femmes et les hommes de ce pays encore sous-développé, prennent conscience de leur dignité et qu'ils surmontent courageusement leur accablement.

*19 novembre 1961*

Impressions sur le voyage de M. le Ministre de l'Education nationale, Paye.

La visite a lieu à 11 heures au centre social de Guynemer ; l'accueil réservé au ministre ne comporte aucune cérémonie. Le Préfet Bouai, explique en s'aidant d'une carte de la Grande-Kabylie, les possibilités d'expansion de l'école et des CSE. Dans les zones où règne l'insécurité, l'école avait trouvé un support dans les corps de troupes qui assuraient la scolarisation.

Comment fonctionnaient ces écoles tenues par les militaires ? On rapporte à ce sujet des propos invraisemblables tels ceux tenus par l'Inspecteur d'Académie F... La scène se passe à l'école de Redjaouna située au sommet du Belloua, montagne qui domine la ville de Tizi-Ouzou. Le maître d'école est un jeune militaire. Dans la salle de classe sont entassés des enfants de tout âge.

« — Combien en avez-vous ? lui demande-t-on.

— Il vient chaque jour autant d'élèves que vous en voyez, je ne sais pas où les « fourrer ».

— Avez-vous pensé à organiser des classes mi-temps ?

— Oh ! oui, bien sûr que je les laisse jouer à leur gré.

— Que leur enseignez-vous ?

— Un peu de tout.

— Avez-vous déjà exercé les fonctions d'instituteur ?

— Jamais. Je suis ajusteur-mécanicien.

— Vous sentez-vous une vocation pour ce métier ?

— Oh ! non, c'est pour moi une planque. »



Il convient de ne pas se faire d'illusion sur la valeur de l'enseignement dispensé par les militaires. Le Préfet tira une conclusion qui semble bien simpliste : l'école tenue par les militaires a rempli une mission qui dépasse l'œuvre accomplie par l'éducation nationale. A la vérité, il y a là un peu d'humour sinon de la mauvaise foi.

*25 novembre 1961*

Il y a quelque amertume à constater que les personnes libérales, ou du moins, qui le paraissent dans leurs discours, sont en fait souvent imprégnées d'un esprit colonialiste inconscient et à peine perceptible ; ils sont eux-mêmes victimes d'une illusion. Ils confondent paternalisme et libéralisme. Il y a dans le paternalisme quelque chose qui écœure.

*27 novembre 1961*

Entretien avec P. qui a duré environ deux heures trente. J'ai été attentif à ses propos qui ne m'ont pas surpris.

Il est contre De Gaulle et contre sa politique.

Il est véhémentement opposé à sa politique algérienne.

Il me rapporte des critiques à l'encontre de M. C... qui, dit-on, a patronné la grève des enseignants pour protester contre l'assassinat de M..., instituteur à l'école de la rue Marais à Belcourt.

M. C... aurait, semble-t-il, tenu des propos d'apaisement à la délégation venue le voir.

Il semble que l'inspecteur d'Académie d'Alger est de tendance « Algérie Française ». P... me l'a nettement confirmé.

Nous avons fait un tour d'horizon politique en général. Pour ma part, mon opinion est établie. Nous avançons d'un pas rapide vers l'indépendance. Il n'est pas d'autre voie. La France s'y est résolument engagée par la volonté du général De Gaulle, qui a compris le vent de l'histoire.

*2 décembre 1961*

K... m'a appris qu'il partait en mission en France pour quelque temps, en vue de préparer un rapport sur les travailleurs algériens en métropole.

J'ai rencontré M. Marchand à midi, il partait quelque part... Il est dur de mener une vie d'homme traqué. C'est bien l'impression qu'il donne. Il m'a tenu des propos amicaux.

*3 décembre 1961*

J'ai beaucoup réfléchi sur le problème des CSE. C'est une institution utile au pays aujourd'hui comme dans l'avenir.

Elle pourrait représenter plus tard ce que l'on appelle l'éducation continue ou l'éducation post-scolaire. Pour cela il faut que le personnel des CSE ait foi dans sa mission.

Ce soir, j'ai retrouvé la paix de l'âme et je vais dormir tranquille. Désormais, je sais qu'une lutte impitoyable est ouverte. Je suis d'un tempérament lutteur, et je n'ai plus peur maintenant de croiser le fer. Je comprends bien pourquoi le drame algérien a pris tant d'ampleur.

*9 décembre 1961*

M. Marchand s'absente assez souvent, il mène la vie de l'homme traqué. La peur d'un attentat ne le quitte plus... Parfois, il m'inspire de la pitié.

*18 décembre 1961*

M. Marchand * vit un drame continuel, celui de l'homme traqué. Cette peur de l'attentat paralyse sa volonté de décision. Il préfère ne pas trancher les questions

* M. Marchand avait déjà été victime d'un attentat au plastique à Bône en 1961.



pour ne pas avoir à regretter des mesures qui pourraient se retourner contre lui. Son action à Bône l'a marqué pour tout le reste de sa vie. Il sait que l'attentat dont il a été victime, résulte d'une vengeance dont les promoteurs sont les instituteurs qui ont fait l'objet d'une sanction à la suite du 22 avril.

*5 janvier 1962*

Réunion des chefs de services au rectorat. En l'absence de M. M..., je m'y suis rendu. M. le Recteur formula des vœux pour nous tous et dit son plaisir de se trouver parmi nous en ce début d'année. Il nous communiqua ses inquiétudes et nous fit part de ses espoirs, car le drame algérien a pris désormais une tournure tragique.

M... arriva vers la fin de la réunion.

Ce même jour, Mme K..., très tourmentée, demanda audience à M. le Recteur.

*6 janvier 1962*

Des nouvelles pénibles nous parviennent d'Oran. Trois centres sociaux, Lamur, Petit-Lac et Murdjadjo ont fermé provisoirement. Le personnel n'ayant pu rejoindre les postes en raison de l'insécurité. Cette information m'a été communiquée par B. Y..., quant à M..., il n'a pas donné signe de vie.

*10 janvier 1962*

L'inspecteur Aymard * en compagnie de Basset * sont venus m'entretenir d'un découpage de circonscription à annexer au CFEB en vue de la création de CSE d'application pour la formation des moniteurs et des chefs de centres.

* MM. Aymard et Basset victimes de l'attentat OAS du 15 mars 1962.

Ce soir, je me sens brisé de fatigue et je n'ai pas le courage de terminer les deux articles sur les CSE que j'ai promis à M. Postel pour le journal des instituteurs d'Afrique du Nord. Il faut cependant que j'honore ma parole. Le temps presse et je n'ai plus que 3 jours pour mettre au point les deux exposés. Ce qui m'embarrasse dans cette rédaction, c'est la richesse de la matière. Je voudrais pouvoir tout dire dans le détail alors qu'il faut réaliser plutôt une synthèse des idées essentielles sur les CSE.

*21 janvier 1962*

Qu'il m'est difficile de connaître l'homme et d'y porter un jugement, il apparaît tantôt sous un aspect séduisant, tantôt sous le jour le plus défavorable. J'ai le grand défaut de ne jamais penser au mot célèbre de Pascal « mi-ange, mi-bête ». Cette tendance que j'ai de juger avec indulgence me nuit considérablement. D'autre part, parce que trop confiant, je livre mon âme à nu avec facilité, je considère mon vis-à-vis comme étant animé des mêmes sentiments qui m'animent. Ce ne sont trop souvent que déceptions et heurts. J'en ai la preuve depuis que j'ai pris mes fonctions dans le service des CSE.

J'ai pris à cœur une œuvre généreuse et humaine valable, qui a pour mission d'aider les hommes et les femmes déshérités de ce pays meurtri par la guerre depuis 8 ans, dans le chemin de leur devenir. Il ne s'agit pas seulement de faire de l'administration, de dresser des statistiques. C'est son cœur qu'il faut donner ; c'est un engagement total que sollicite ce service essentiellement humain.

J'ai appris à connaître la méchanceté des hommes. Je me suis épuisé depuis bientôt 4 mois à soutenir une lutte stérile et accablante, alors que d'autres horizons s'ouvrent à moi : la perspective d'animer des centres, de voyager à travers mon pays, d'aider les miens tout en apprenant à



à mieux les connaître, à les aimer davantage malgré leur misère et leur ignorance.

⁂

## *BIOGRAPHIE*

Ali Hammoutène naquit d'une famille de paysans traditionnels le 16 décembre 1917 à Tizi-Ouzou. Sa mère mourut alors qu'il n'avait que deux ans ; son père Arezki allait émigrer en France. L'enfant fut élevé par sa grand-mère. Dès sa petite enfance, il fit preuve d'un goût particulier pour les études et suscita l'étonnement de ses maîtres à l'école indigène du village. C'est ainsi que sa famille consentit à l'envoyer au lycée puis à Alger à l'Ecole Normale de Bouzaréah.

En 1939, il commença sa vie d'enseignant dans un petit village de Kabylie, à Zoubga près d'Aïn El Hammam. Durant la deuxième guerre mondiale, il fut mobilisé de 1941 à 1943, puis il reprit ses fonctions d'instituteur à Adni près de l'Arba Nath Iraten, jusqu'en 1950 où il fut muté à Tizi-Ouzou à l'école Jeanmaire (Ecole M. Feraoun aujourd'hui), puis à l'école Gambetta, école qui allait porter son nom au lendemain de l'indépendance.

Depuis 1939, il était connu dans les milieux politiques pour ses idées nationalistes. Adhérent au PPA, puis au FLN en 1956, il démissionna de la municipalité de Tizi-Ouzou en 1956 après la grève générale organisée par le FLN. Il écrivait alors dans son journal intime à l'époque de la politique de pacification de Guy Mollet : « triste est le drame algérien et bien peu réalistes les hommes qui nous gouvernent. Après l'accumulation d'énormes erreurs, la voie à suivre semble si complexe qu'on a recours à des expédients dont l'efficacité n'est pas certaine. Pacifier conduit à faire la guerre, donc à accroître la haine ».

Plusieurs de ses anciens élèves, à peine sortis de l'adolescence, se trouvaient déjà dans les maquis ; les « vaillants fils du Djurdjura », comme il se plaisait à les appeler. Lui s'occupait de la propagande FLN, des collectes de fonds, de l'acheminement vers les maquis de renseignements, de vêtements, de médicaments.

Appréhendé à plusieurs reprises par les autorités militaires, une mesure d'interdiction de séjour fut prise contre lui en 1958, pour atteinte à la sûreté de l'Etat français. Il dut alors quitter Tizi-Ouzou et vint s'installer avec sa famille à l'école Fougeroux à Alger.

En 1960, il réussit brillamment à Paris au CAIP (Concours d'Inspecteur). Il prit alors le poste de directeur adjoint des centres sociaux éducatifs d'Algérie où il allait poursuivre sa lutte aux côtés des populations musulmanes déshéritées et en prenant en main les problèmes alors angoissants de la jeunesse algérienne. Il écrivait alors à ce propos en janvier 1962, à deux mois de son assassinat :

« Qu'il m'est difficile de connaître l'Homme et d'y porter un jugement. Il apparaît tantôt sous un aspect séduisant, tantôt sous le jour le plus défavorable. J'ai le grand défaut de ne jamais penser au mot célèbre de Pascal, « mi-ange, mi-bête ». Cette tendance que j'ai de juger l'Homme avec indulgence me nuit considérablement. D'autre part, parce que trop confiant, je livre mon âme à nu avec facilité, je considère mon vis-à-vis comme étant animé des mêmes sentiments qui m'animent. Ce ne sont trop souvent que heurts et déceptions. J'en ai la preuve depuis que j'ai pris mes fonctions dans le service des centres sociaux. J'ai pris à cœur une œuvre généreuse et humaine valable, qui a pour mission d'aider les hommes et les femmes déshérités de ce pays meurtri par la guerre depuis huit ans, dans le chemin de leur devenir. Il ne s'agit pas seulement de faire de l'administration, de dresser des statistiques, c'est un engagement total que sollicite ce service essentiellement humain : la perspective d'animer des centres, de voyager à travers mon pays, d'aider les miens tout en apprenant à les connaître mieux, à les aimer davantage malgré leur misère et leur ignorance. »



Ainsi de l'instituteur du petit village kabyle au directeur des centres sociaux, les convictions et l'idéal restaient les mêmes. Ali Hammoutene se savait pourtant menacé à Alger. Alger des années 1961-62, déchiré par la guerre, ensanglanté par l'OAS qui condamnait les centres sociaux en les accusant d'être truffés d'agents du FLN. Ces services créés par Germaine Tillon en 1955 furent dès lors harcelés par les autorités civiles et militaires. En 1956, une jeune femme suisse des centres fut arrêtée. En 1957, lors de la bataille d'Alger, seize membres des centres passèrent devant le tribunal militaire d'Alger et l'un des inculpés, un jeune musulman Saïd Ayadi, disparut dans les locaux de l'armée et n'a plus été revu. Certains fonctionnaires de l'éducation portèrent plainte ; il s'ensuivit une campagne d'intimidation au cours de laquelle un jeune garçon fut enlevé par des parachutistes et disparut à son tour. De mai à juin 1959, une vingtaine de personnes appartenant aux centres sociaux furent arrêtées. En décembre 1960, au cours du procès des barricades, le colonel Gardes de triste renom, avait déclaré que « les centres sociaux s'étaient peu à peu truffés d'agents du FLN ».

Dans la matinée du jeudi 15 mars 1962, Ali Hammoutene quitta son domicile vers 9 heures pour se rendre au siège des centres sociaux à Ben aknoun où il devait participer à une importante réunion qui regroupait plusieurs responsables. A 10 h 45, des hommes en treillis kaki, armés de mitraillettes font irruption dans la salle de réunion où se trouvent dix huit personnes. L'un des hommes a une liste à la main : « Six d'entre vous sont condamnés à mort par l'OAS », dit-il. Ali Hammoutene et ses cinq compagnons (Feraoun, Ould Aoudia, Aymard, Marchand et Basset) furent appelés, conduits vers la cour du centre, alignés contre un mur et tombèrent sous les rafales de mitraillettes.

Des enfants qui jouaient non loin de là avaient assisté au massacre. L'un d'eux n'était autre que le fils aîné de Hammoutene ; il eut le temps de reconnaître son père gisant dans une mare de sang, parmi les autres corps criblés de balles, avant de perdre connaissance.

Cet attentat allait susciter l'indignation de par le monde.

Des manifestations, des grèves furent notées en particulier dans les établissements scolaires. Quatre jours plus tard, les accords d'Evian mettaient fin à la guerre d'Algérie...

Ali Hammoutene fut enterré ce jour, 19 mars 1962, au cimetière de Tizi-Ouzou où une foule de 6 000 personnes était présente. Il était aimé de ses amis, de ses anciens élèves dont beaucoup étaient devenus les hommes de Novembre. Sa bonté, son tempérament jovial, son courage et son abnégation laissent à tous ceux qui l'ont connu, le souvenir d'un homme dont le nom résonnera à jamais comme une opprobre aux fascistes.

## TABLE DES MATIERES


| | |
|---|---|
| Présentation ................................ | 7 |
| Tizi-Ouzou, *été 1956* ........................ | 9 |
| Année 1960 ................................ | 111 |
| Réflexions sur les centres sociaux éducatifs ...... | 135 |
| Biographie ................................ | 151 |

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE S.E.G.
33, RUE BÉRANGER
CHATILLON-SOUS-BAGNEUX

Numéro d'impression : 2255
Dépôt légal : janvier 1983



*... « Il faut, nous dit-on, pour avoir le droit de parler de nation, interroger l'histoire. Quelle histoire et quel passé ? A moins d'affirmer et de décréter que l'histoire a cessé d'évoluer pour tous les peuples qui n'ont pas réalisé leur indépendance à une date déterminée. On eut pu dire alors trop tard à l'Allemagne de Bismarck, à l'Italie de Cavour, à la Pologne, à l'Irlande ; trop tard aussi à l'Inde, au Vietnam... »*

Le 15 mars 1962, 18 personnes tiennent une conférence aux centres sociaux de Ben-Aknoun à Alger quand un commando delta de l'O.A.S. fait irruption dans la salle de réunion.

« Six d'entre vous sont condamnés à mort », déclare le chef du commando.

Les six hommes sont conduits dans la cour du centre, alignés contre un mur et tombent sous le feu meurtrier des mitraillettes.

L'un d'eux, Ali Hammoutene, est l'auteur de ces réflexions qui, révélées à nous vingt ans après l'indépendance, nous replongent dans cette horrible tragédie que fut la guerre d'Algérie...

N° d'édition SNED 1364/83